

**LE GWALARN**  
 CUISINE FRANÇAISE  
**RACLETTE**  
 Prix de groupe pour vos  
**PARTYS DE NOËL**  
 1480, Provancher,  
 Cap-Rouge 653-4029

**Ouvert 7 JOURS SOIRS**  
 JUSQU'À 22 HEURES  
**PHARMACIE**  
 R. Blais & J.P. Fontaine  
 Place Ste-Foy 653-9333

**LE SPORT**



**Les Nordiques incapables de gagner, même au Colisée**

Les Flyers de Philadelphie menaient 4-1 après la première période et ils ont infligé aux Nordiques un neuvième revers consécutif, 5-2, hier soir à Québec. **S-2 et S-3**

**TENDANCES**

**«PITOUS» CHÉRIS**



On est loin du fléau, ici... ce n'est pas encore la France, mais le phénomène est enclenché. Des clients s'amènent maintenant au magasin avec leur chien. **B-1**

**SONDAGE**

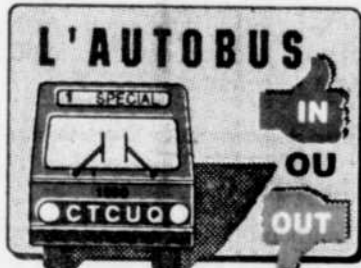
**Pas de permis avant 18 ans**

C'est ce que croit plus de 55 % de la population adulte de la région, selon un sondage publié dans TENDANCES. **B-3**

**LUNDI**

**Pare-chocs à pare-chocs**

Est-ce que l'autobus prendra le bord, si on ne prend pas le bord de l'autobus? Québec n'est pas une mégapole, mais quand même un «village» suffisamment gros pour qu'on s'y pile de plus en plus sur les pieds, ou sur les pneus, si on veut faire image. Un «village» où il n'y pas assez de stationnements pour tout le monde et en même temps où — oh! paradoxe! — ces stationnements se louent à prix d'or. Notre journaliste Alain Bouchard a fouillé, pour ne pas dire patrouillé la question. À partir de lundi, dans nos pages, il lance une série de reportages sur le transport en commun.



**L'INDEX**

Québec et l'Est québécois	<b>A-3</b>
Le Monde	<b>B-8</b>
Annonces classées	C-4 à C-8
Arts	C-1 à C-3
Bandes dessinées	C-10
Décès	C-8 et C-9
Échecs	B-5
Économie	B-6 et B-7
Éditorial	A-6
Feuilleton	C-6
Gros plan sur le monde	A-7
Horoscope	B-5
Mots croisés	B-5
Où aller à Québec	C-2
Patron	C-8
Pierre Champagne	A-5
Records Guinness	B-5
Scrabble	B-5
Tendances	B-1 à B-4

**LA MÉTÉO**

Nuageux avec chutes de neige. Vents mororés devenant d'ouest de 40 à 60 km/h. Aujourd'hui, température stationnaire à près de -1 ou légèrement à la baisse; la nuit prochaine, minimum de près de -4 degrés. Probabilité de précipitations: 70%. Le temps de demain, en plus d'être venteux, sera nuageux avec quelques chutes de neige. **S-16**

**Selon l'ex-maire de Québec Jean Pelletier**

## Le PC devra mériter le pouvoir



L'ex-maire Jean Pelletier semble prodiguer ses conseils à son successeur par intérim, à la tête du Progrès civique, M. André Forgues.

« Vous aurez le pouvoir de nouveau quand vous le mériterez, à la fois par l'équipe et par le programme que vous offrirez à la population. »

par **BENOÎT ROUTHIER**  
 LE SOLEIL

L'ex-maire de Québec, M. Jean Pelletier, a servi ce conseil, hier, à quelque 150 membres du Progrès civique (PC) en congrès annuel. Il prenait la parole au dîner après que le chef par intérim, M. André Forgues, lui eut rendu hommage ainsi qu'aux deux autres chefs qui ont vu aux destinées du parti depuis 1962, soit MM. Gilles Lamontagne et Jean-François Bertrand.

Disant ne pas s'ennuyer de l'hôtel de ville, mais des contacts avec ses collègues, M. Pelletier a jugé que le parti qu'il a dirigé pendant 11 ans est un parti d'avenir. Il s'agira de découvrir les sentiers dans lesquels il faudra s'engager pour améliorer la situation concurrentielle de la ville de Québec dans tous les domaines.

Suite A-2, Pelletier...

Autre texte en page A-3



Ce sont les hommes d'Amal, la milice musulmane chiite pro-syrienne, qui ont quitté Beyrouth, hier, avec leurs camions, canons, mortiers et mitrailleuses lourdes.

## La population de Beyrouth commence à reprendre espoir

BEYROUTH (Reuter, AFP, NYTNS) — La population de Beyrouth commence à reprendre espoir. Le plan du gouvernement libanais visant à forcer le départ des milices qui faisaient la loi dans les différents quartiers de la capitale a commencé, hier, à être appliqué.

Selon ce plan de sécurité, après le 19 novembre, tous les militaires et leurs armes devront avoir quitté le «Grand Beyrouth», un territoire de 450 km carrés où l'armée libanaise, épaulée par les forces syriennes, deviendra la seule présence militaire tolérée.

Hier, ce sont les hommes d'Amal, la milice musulmane chiite pro-syrienne, qui ont quitté Beyrouth avec leurs camions, canons, mortiers et mitrailleuses lourdes.

« Nous aurons tous quitté Beyrouth ce soir. Pas une seule cartouche n'aura été laissée en arrière. Nous n'avons plus de rôle à jouer ici. C'est à l'armée de prendre la relève », a déclaré Imad Mekdad, un haut responsable d'Amal.

Le président Elias Hraoui avait averti, mercredi, que l'armée libanaise entrerait samedi dans Beyrouth, pour commencer à évacuer les miliciens qui imposent leur loi depuis près de 15 ans.

Pour faire respecter sa déci-

sion, Hraoui compte sur les 20 000 hommes de l'armée libanaise et les 40 000 soldats de la force d'occupation syrienne.

Certains des habitants de la capitale, qui ont assisté au défilé de départ des hommes d'Amal, affichaient un certain scepticisme.

**Départ le matin, retour la nuit**

« Ce n'est pas la première fois que le gouvernement veut rétablir son autorité à Beyrouth. Par le passé, les milices ont quitté la ville le matin pour revenir une fois la nuit arrivée », a dit Ali al-Khateeb, 50 ans, un propriétaire de poste d'essence.

Mais d'autres ont dit que les affaires allaient beaucoup mieux depuis la destruction de la «ligne verte», les fortifications construites par les milices pour séparer la ville en deux, le Beyrouth-Ouest musulman et le Beyrouth-Est chrétien.

« Ce qui se produit est une très bonne chose. On peut circuler sans crainte dans les rues, les magasins ont retrouvé leurs

Suite A-2, Beyrouth...

## Une économiste décrie la phase II de la Baie James

Les Québécois doivent se souvenir de la première Baie James et oublier la deuxième. Les désastres économiques que le gouvernement fait pendre sous leur nez en promouvant la deuxième Baie James comme seul remède sont déjà présents, et ce, justement en raison de la réalisation du premier grand projet d'Hydro-Québec.

par **JULIE BROUARD**  
 LE SOLEIL

C'est là le message lancé, hier, par Hélène Connor-Lajambe, présidente et directrice générale du Centre d'analyse des politiques énergétiques (CAPE), aux biologistes rassemblés à Sainte-Foy, à l'occasion du 15<sup>e</sup> congrès de l'Association des biologistes du Québec. Les paroles de l'économiste à l'endroit de la société d'État n'étaient guère charitables et l'avertissement ne faisait aucun doute.

« Le premier mégaprojet n'a rien réglé. Même qu'il a créé de sérieux problèmes pour l'économie québécoise. Et se lancer dans la réalisation d'un deuxième projet ne fera qu'ac-

centuer la descente du Québec. »

Ces problèmes, selon un bilan dressé sommairement par Hélène Connor-Lajambe, touchent principalement le développement d'autres secteurs en matière énergétique. Selon elle, les investissements initiaux de 15 milliards \$ auraient pu être utilisés dans le développement d'un système de transports plus efficace, ce qui aurait freiné la hausse du taux de pollution. Ou encore dans le développement du gaz naturel.

« On nous a fait croire que l'électricité était la réponse à tout, que ça créerait des emplois. Ou sont donc les 100 000 emplois promis? Ceux qui existent encore sont pour la plupart des emplois temporaires.

« Le surplus d'électricité généré par la réalisation de ce projet a provoqué une saturation interne. Et c'est cette dernière qui a bloqué le développement du gaz naturel. »

Quarante pour cent du bilan énergétique du Québec est occupé par l'électricité. D'où l'immpossibilité, toujours selon Hélène Connor-Lajambe, d'aller plus loin dans ce domaine.

« Le gouvernement a tenté de nous faire croire qu'il y avait une demande pour cette ressource. Ou est donc rendue cette demande? Ou sont passés les contrats avec nos voisins du Sud? Le Maine a annulé, après trois ans, un contrat de 900 mégawatts. Nos clients découvrent qu'ils ont eux aussi d'autres ressources. »

**Un débat public**

L'électricité, que le gouvernement se plait à présenter comme solution à tous les problèmes, ne peut à elle seule

Suite A-2, Baie James...

## Un détournement à l'origine de la tragédie du mont Obiou

Il y a 40 ans, un avion s'est écrasé au sommet du mont Obiou, dans les Alpes françaises, entraînant dans la mort 58 personnes, dont 51 Québécois de la région de Québec. Or, cet accident s'est produit à la suite d'un détournement effectué par deux agents soviétiques. Ces espions, présents à bord de l'appareil, voulaient récupérer des documents jugés ultra-secrets et contraires aux intérêts de l'Union soviétique dans le contexte de la guerre froide et du conflit de la Corée.

par **JEAN MARTEL**  
 LE SOLEIL

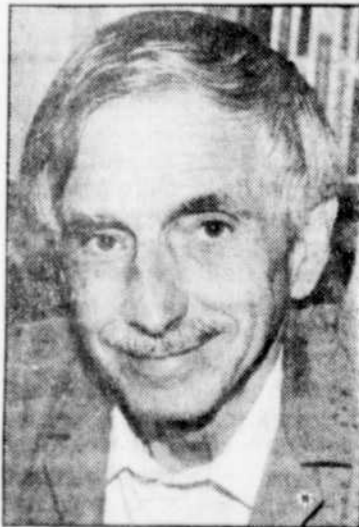
Voilà l'hypothèse hardie que soutient M. Louis-Edmond Hamelin, géographe et ancien recteur de l'Université du Québec à Trois-Rivières, dans un livre qui doit paraître à la fin de novembre *L'Obiou entre Dieu et diable* (éditions du Méridien, Montréal).

M. Hamelin a fait des recherches depuis des années sur ce tragique accident aérien. Il a escaladé le mont Obiou plusieurs fois et y a même découvert des débris de l'avion. Il a consulté une grande quantité de dossiers et a interrogé des centaines de personnes. Sa conclusion est claire: des documents utiles aux Américains étaient à

bord de l'appareil DC-4 de la compagnie Curtiss-Reid qui transportait des pèlerins Québécois de Rome à Montréal en ce jour du 13 novembre 1950.

D'ailleurs, a-t-il dit dans une entrevue au SOLEIL, en plus des voyageurs québécois, deux groupes de personnes avaient pris place dans le DC-4: des agents américains et des agents soviétiques. Au cours du vol, ces derniers ont voulu détourner l'avion vers les pays de l'Est pour intercepter les pièces ultra-secrètes.

C'est au-dessus de Montélimar que les deux agents soviétiques ont ordonné au pilote de prendre la direction de l'Europe centrale, plutôt que de continuer vers Paris. C'est là qu'a commencé le détournement du DC-



M. Louis-Edmond HAMELIN.

4 vers le nord-est. Au cours des discussions avec le pilote, l'appareil s'est mis à zigzaguer et à perdre de l'altitude. Cela lui a été fatal. Il ne volait pas assez haut et a frappé le sommet du mont Obiou.

Au moment de l'accident, M. Hamelin était étudiant à Greno-

Suite A-2, Obiou...

## Suites de la première page

## Obiou...

ble, ville française située non loin du mont Obiou. La nouvelle de la mort de nombreux Québécois tout près de l'université où il étudiait l'a profondément ému. Quelques jours plus tard, il répondait à l'appel adressé aux secouristes volontaires et se rendait à la montagne pour aider à descendre les corps.

Depuis lors il n'a pas cessé de s'intéresser à cette affaire. C'est après avoir étudié toutes les hypothèses qu'il en est arrivé à la conclusion d'un détournement politique de l'appareil de la Curtiss-Reid. Détournement raté, bien entendu, puisque l'avion s'est écrasé.

Par exemple, a-t-il fait remarqué, il est impossible que l'avion ait dérivé à cause du vent. Il a interrogé un navigateur d'un appareil d'Air France qui était passé par là peu de temps avant le DC-4. Or, le navigateur est catégorique: le vent n'était pas fort.

Quant au pilote canadien du DC-4, il avait fait le voyage Rome-Paris-Montréal plus de 40 fois. Le navigateur qui l'accompagnait avait une expérience qui datait des années de la guerre 39-45.

Mais pourquoi des agents américains se sont-ils servi d'un avion canadien pour transporter des documents ultra-secrets? Comment ont-ils pu y prendre place, ainsi que ceux qui étaient à la solde de Moscou? Selon M. Hamelin, les réponses sont claires. Peut-être y avait un avion plus à l'abri des soupçons qu'un appareil transportant des voyageurs québécois qui reviennent d'un pèlerinage à Rome à l'occasion de l'Année Sainte?

Quant à la façon dont les espions des deux grandes puissances se sont introduits dans l'avion, il n'y avait rien de plus facile, de dire M. Hamelin. À cette époque, les contrôles étaient réduits au minimum; on s'échangeait des billets facilement d'une personne à l'autre et d'une compagnie aérienne à l'autre. En outre, l'heure du départ de l'avion a été considérablement retardée, ce qui a facilité le va-et-vient des passagers de l'aéroport à l'avion.

Sans doute les agents américains, porteurs des précieux documents, ignoraient-ils qu'ils étaient suivis par des agents de l'autre grande puissance militaire, l'Union soviétique. Ceux-ci n'avaient que quatre heures pour faire leur coup et s'emparer des documents compromettants. En effet, il fallait que le détournement s'effectue pendant que le DC-4 survolait le continent européen.

M. Hamelin a déclaré que la recherche qu'il a effectuée sur cette histoire est unique et qu'il l'a faite avec tout le sérieux qu'un universitaire met à accomplir son travail.

## Pelletier...

« Au Progrès civique, on a toujours cru à la continuité. On a toujours été une même équipe animée par la même ferveur. Les "vieux" sont donc encore là pour vous aider », a-t-il dit à M. André Forgues qui a été réélu sans opposition chef par intérim du parti pour deux ans.

Comment l'ex-maire voit-il le rôle des élus du PC dans l'opposition? « Soyez agressifs, mais de bon ton. »

Reprenant sur le thème de la continuité, M. Pelletier a expliqué que quand une équipe prend le pouvoir à l'hôtel de ville, elle doit assumer l'héritage des autres: « il faut continuer, non recommencer. » Et en ce sens il croit que le Rassemblement populaire (RP) devrait se hâter d'agrandir le centre des congrès plutôt que se demander s'il est à la bonne ou à la mauvaise place.

Ce qui a amené M. Pelletier à lancer quelques flèches à l'endroit de l'administration actuelle du maire Jean-Paul L'Allier. Comme M. Forgues, il trouve que le RP consulte beaucoup. Et il se demande si ces consultations ne sont pas « l'école du soir du parti adverse » pour convaincre ses membres qui doivent apprendre à faire la différence entre « les beaux rêves et la réalité ».

Ayant d'autres flèches dans son carquois, M. Pelletier a rappelé que quand son parti, avec M. Gilles Lamontagne, est entré par la porte de l'opposition à l'hôtel de ville, en 1962, « c'était pour conscrire toute la ville dans un effort concerté pour sortir Québec de son immobilisme ». Puis, s'est-il hâté d'ajouter, « l'histoire étant un éternel recommencement, n'avez-vous pas l'impression de revivre la même situation? » Et vlan! pour le Rassemblement populaire et M. L'Allier!

## Sur la route du pouvoir

Le journaliste et communicateur Laurent Laplante a dirigé l'atelier sur l'« opposition » et il a soumis quelques « trucs » pour reprendre le pouvoir. D'abord, il est d'accord avec l'attitude discrète de l'opposition à ce moment-ci, alors que le RP jouit encore de « l'état de grâce auprès de la presse et de la population ».

Il suggère au PC de ne pas choisir trop vite un chef qui serait candidat à la mairie aux prochaines élections. M. Forgues a montré qu'il l'écouterait car il n'a pas l'intention de rendre public son nom avant 1992, les élections ayant lieu l'année suivante.

M. Laplante a dit aux participants de se trouver heureux du retard du RP à prendre des décisions sur des dossiers importants, délicats. Plus ces décisions se rapprocheront des élections, plus les chances seront grandes que le Progrès civique en profitera, surtout si l'un d'elles est mauvaise. « C'est du gâteau pour vous. »

En attendant, il suggère au PC de pêcher « plutôt par prudence que par impatience » et « d'avoir l'air responsable ». Le PC doit encore faire attention que les critiques ne se retournent pas contre lui. Et le communicateur de rappeler que les retards dans le déneigement des rues et les problèmes de stationnement étaient des critiques que les citoyens faisaient à l'ancienne administration.

## Retour au bercail

Parmi les délégués on pouvait remarquer le retour au bercail de plusieurs anciens du parti, et particulièrement d'anciens conseillers. On voyait entre autres MM. Yvon Vézina, Jean-Paul Morency, Léonce Bouchard, Alfred Roy, Gérard Marcotte, Gilles Gagnon, François Marchand.

Est-ce à dire que le PC est repris par son ancienne base? C'est vrai en partie, de reconnaître le représentant officiel Gabriel Légaré qui notait toutefois la présence de plusieurs nouvelles figures. « Il y a à peu près 60 % d'anciens et 40 % de nouveaux », a-t-il évalué.

## Beyrouth...

clients et nous avons fini de payer les taxes imposées par les milices », a commenté Hassan Jaafar, 24 ans.

Des sources au sein du mouvement Amal ont indiqué que les 15 casernes de la milice avaient été évacuées et que plus de 1500 de ses 5000 hommes avaient quitté la force pour se chercher de l'emploi ailleurs.

## Le sort des otages

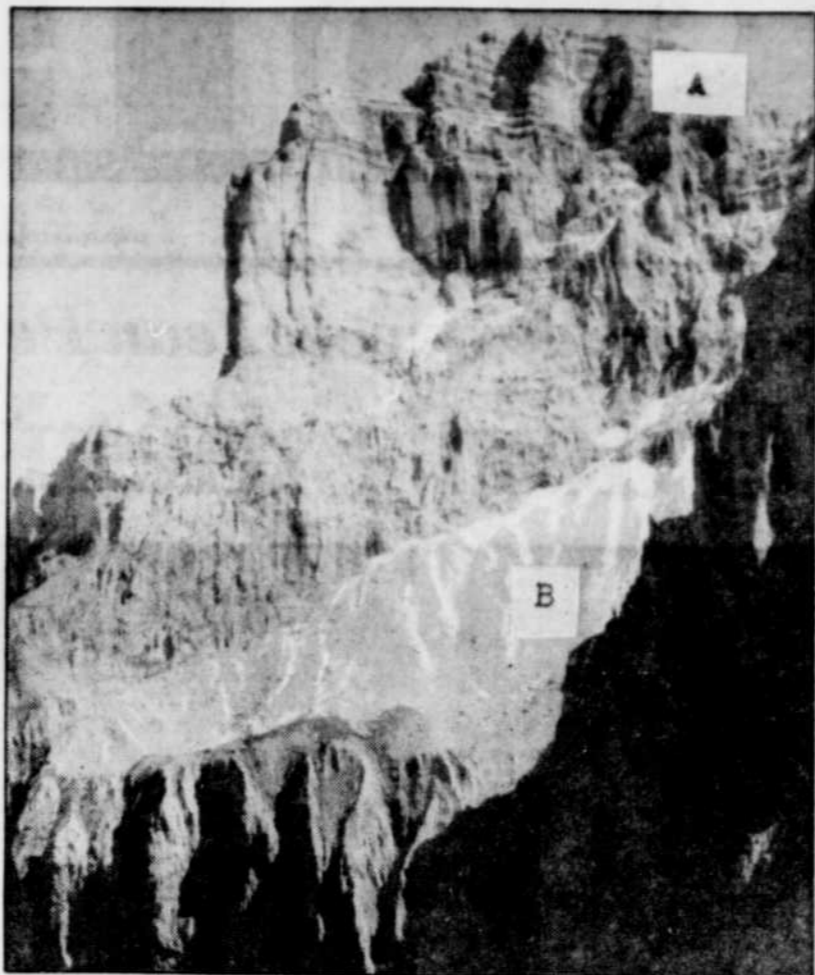
Il sera, par ailleurs, intéressant de voir ce qui va se produire dans la banlieue sud de Beyrouth où les miliciens du Hezbollah, l'autre milice chiite mais celle-là loyale à Téhéran, règnent en maître. C'est dans ce secteur que sont probablement détenus les otages étrangers. Ces derniers pourraient être libérés ou amenés dans la vallée de la Bekaa, où doivent aller les hommes du Hezbollah.

Dans les jours qui viennent, les autres milices devront également quitter la région de Beyrouth avec leurs arsenaux. Elles ont toutes accepté de le faire.

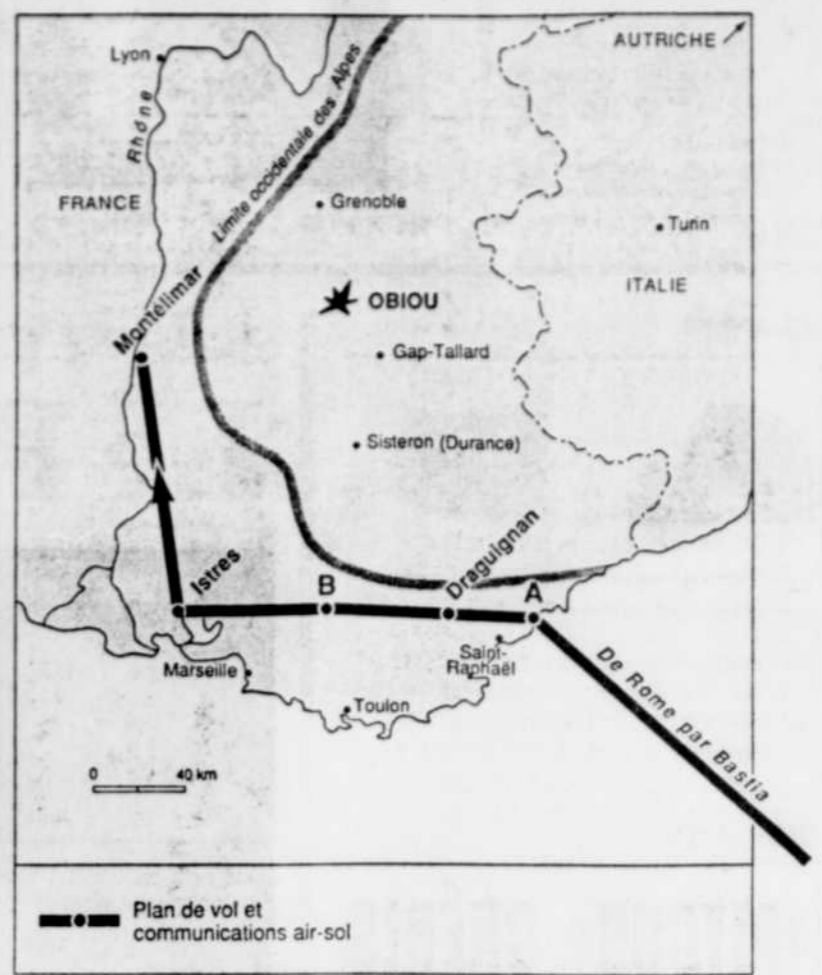
La milice du chef druze Walid Joumblatt avait déjà annoncé avoir retiré ses hommes de Beyrouth-Ouest et des positions qu'ils occupaient dans la montagne au sud-est de la capitale, incluses dans le Grand Beyrouth.

Il reste actuellement six formations armées dans la région du Grand Beyrouth, dont deux ont une puissance militaire importante, le Hezbollah et les Forces Libanaises, la milice chrétienne de Samir Geagea. Les quatre autres ont une capacité militaire réduite et sont étroitement liées à la Syrie.

Le Hezbollah a de 5000 à 6000 hommes et les FL autant, sinon plus. Après avoir pris le contrôle du « Grand Beyrouth », l'armée libanaise devra récupérer celui des ports dont plusieurs sont encore aux mains des milices.



La photo montre la face nord du mont Obiou. Au point A, on retrouve le lieu de l'impact sur la montagne et au point B, l'endroit où on a retrouvé plusieurs corps.



La carte ci-haut nous montre le plan de vol que devait suivre le DC-4, mais l'avion, pour des raisons qu'on ne connaît pas vraiment, a bifurqué vers le mont Obiou et s'y est écrasé.

## Message à Keith Spicer

## Les autochtones en ont assez d'être scrutés par les experts

INUVIK (PC) — Les autochtones en ont assez de passer sous la loupe des experts et estiment qu'il est maintenant temps pour eux de participer aux instances décisionnelles du pays, a expliqué un leader autochtone au président de la commission sur l'unité nationale, Keith Spicer, hier à Inuvik, dans les Territoires du Nord-Ouest.

« Nous faisons l'objet d'études constantes, mais nous n'avons jamais la chance de prendre part aux instances », a indiqué Willard Hagen, chef du conseil de bande Gwich'in, représentant les 2 000 Denes du delta du Mackenzie.

Selon lui, la commission Spicer est partie d'un bien mauvais pied en n'accordant qu'un seul siège aux autochtones. La présidence aurait même dû être assurée par un autochtone, a-t-il dit, offrant même ses services — à la blague — pour remplacer sur-le-champ M. Spicer.

Le président de la commission a indiqué qu'il aurait bien aimé voir un autre représentant des au-

tochtones siéger à ses côtés, mais ne voulait pas soulever « de faux espoirs chez les innombrables autres groupes » du pays.

Le chef Hagen veut bien laisser sa chance à la commission, mais ne se fait guère d'illusions. « On ne nous écoute plus. En tant que premiers Canadiens et membres d'une société distincte, nous devons faire partie du processus », a-t-il indiqué, rappelant au passage l'avenue de l'accord du lac Meech, qui avait exclu les premières nations.

M. Hagen a aussi expliqué que le spectre d'un démantèlement du Canada suite à l'échec de l'accord constitue une « tactique de peur »

et que le Canada « est un pays pas mal uni ».

## Une coopération exemplaire ?

Le scepticisme du chef Hagen faisait contraste avec les paroles encourageantes entendues la veille à Tuktoyatuk, un petit hameau de 950 habitants.

Le président de la commission, Keith Spicer, avait décidé d'amorcer son périple transcanadien en visitant de façon informelle ce poste nordique de la mer de Beaufort parce que les Inuvialuit qui y habitent sont considérés comme les premiers arrivants au Canada. Ils auraient traversé à gué, il y a quelque 40 000 ans, ce qui est aujourd'hui le détroit de Béring.

Les Inuvialuit ont pu traverser les siècles, selon eux, grâce à un fort esprit de coopération.

Pendant ces rencontres informelles à Inuvik et Tuktoyatuk, M. Spicer avait souvent fait référence à cet esprit de coopération qui caractérise, selon lui, les na-

tions autochtones, et qui devrait faire l'envie de tous les Canadiens.

Mais le chef Hagen estime que la coopération entre autochtones n'est plus ce qu'elle était. À preuve, les négociations territoriales entre le gouvernement et les Dene et Métis — amorcées il y a 20 ans et qui ont coûté jusqu'à maintenant 20 millions \$ — ont été rompues, la semaine dernière, parce que les cinq bandes voulaient dorénavant négocier individuellement.

Un résident de Tuktoyatuk était venu, lui aussi, mettre un bémol, vendredi, sur l'analyse de M. Spicer. Selon lui, l'esprit de coopération est disparu depuis que les autochtones ont commencé à faire de l'argent avec les ressources pétrolières off-shore. Il est venu aussi lancer un cri d'alarme concernant les ravages de l'alcool, qui est en train de détruire la communauté.

## Les autochtones et la police

Les relations tendues entre les autochtones et les policiers ne datent pas de la crise d'Oka. En mai dernier, la Commission des droits de la personne décidait de procéder à des audiences publiques sur les tensions dans les relations entre les corps policiers et les communautés amérindiennes. Ces audiences publiques n'ont pourtant pas encore eu lieu car la commission n'est pas parvenue à obtenir les fonds nécessaires du ministère de la Justice, a révélé la députée péquiste Louise Harel. Le ministre Rémillard rétorque qu'il veut éviter de « doubler les efforts » mais il ne précise pas lesquels. Son collègue de la Sécurité publique, Claude Ryan, ne cache pas son peu d'empressement à la tenue d'une enquête publique sur l'été indien.

## Crédits d'impôt pour enfants : les chèques mis à la poste au plus tard le 20 novembre

OTTAWA (PC) — Les chèques fédéraux des crédits d'impôt pour enfants seront mis à la poste au plus tard le 20 novembre.

familiales démontrent qu'elles sont admissibles.

Le montant du crédit pour 1990 est de 383 \$ pour chaque enfant admissible, plus 135 \$ pour chaque enfant de moins de sept ans pour lequel on n'a pas réclamé de déductions pour frais de garde en 1989.

Le ministre du Revenu Otto Jelinek s'y est engagé vendredi auprès des 66 000 familles à faibles revenus qui ont droit à l'avance sur les crédits d'impôt du printemps prochain. Le chèque, d'un montant moyen de 1465 \$, est envoyé aux familles comptant trois enfants ou plus et dont les revenus n'excédaient pas 24 769 \$ en 1989. Les versements relevant de ce programme totalisent 97 millions \$.

Le projet de loi concernant les crédits d'impôt a reçu la sanction royale jeudi, après avoir été adopté mercredi au Sénat.

On craignait que l'envoi des chèques ne soit retardé par les manœuvres des libéraux au Sénat pour empêcher l'adoption de la taxe sur les produits et services.

Ottawa a déjà posté les chèques d'autres types de crédits d'impôt à 640 000 familles admissibles, dont les revenus sont inférieurs à 16 513 \$. Les bénéficiaires n'ont pas à en faire la demande, puisque ce remboursement est accordé automatiquement aux familles dont les déclarations de revenus de 1989 et les allocations

6/49  
5-10-19-29-35-42  
(complémentaire)  
7

Sélect 42  
2-6-18-34-36-38  
(complémentaire)  
24

mise-tôt  
9-18-33-36  
EXTRA  
488636

LA QUOTIDIENNE  
tirage du 10-11-90  
8-4-1  
2-5-5-1

## La neige cause des problèmes sur les routes

À cause de la neige abondante qui a de nouveau recouvert le paysage de la région de Québec, hier, toutes les routes étaient enneigées et glissantes et la visibilité variait de passable à nulle. Un grave accident s'est produit dans l'Est du Québec.

par MICHÈLE LAFERRIÈRE  
LE SOLEIL

Les autoroutes 20 et 40, ainsi que la route 175, qui traverse la réserve faunique des Laurentides, ont connu un scénario semblable: une chaussée glissante et une visibilité passable.

Au Lac-Saint-Jean, où les chutes de neige ont commencé plus tard, hier soir, les routes étaient plutôt dégagées au moment de mettre sous presse.

Dans l'Est du Québec, un grave accident est venu assombrir ce week-end tout blanc. À Saint-Jean-de-Dieu, près de Trois-Pis-toles, un automobiliste est descen-

du de son véhicule pour une raison inconnue. Il a été fauché par une automobile. L'identité de la personne blessée et les circonstances de l'accident n'étaient pas encore connues en fin de soirée.

Les météorologistes d'Environnement-Canada prévoient des chutes de neige abondantes aujourd'hui pour le Bas-Saint-Laurent. Quinze à 20 centimètres doivent recouvrir cette région. La Gaspésie sera touchée de la même façon.

Autour de Québec, les gens doivent s'attendre à ce qu'une couche de cinq à 10 centimètres de neige tombe sur la ville. La température sera stable autour de 0°C et les vents seront modérés.

## Baie James...

constituer la politique énergétique du Québec. Et pourtant, souligne madame Lajambe, c'est là la seule politique que les élus ont à offrir.

Elle suggère donc un retour à la base, affirmant que « dans un monde qui a atteint son plein potentiel physique, les décisions ne peuvent être prises par ceux qui en exploitent les ressources. »

« Pour se donner une véritable politique, il faut changer les décideurs. Le lieu de décision doit se transporter dans les centaines de milliers de foyers du Québec. »

Afin de faciliter la mise sur pied d'une politique énergétique fidèle à la réalité des années 90, Hélène Connor-Lajambe propose donc une démarche en quatre étapes.

Premièrement, l'information du public sur les véritables questions de l'énergie.

« Les débats publics que le gouvernement et Hydro-Québec nous refusent depuis des années devront se faire. Ils devront mettre les livres sur table et expliquer à la population toutes les implications de ces projets. »

Deuxièmement, l'élaboration d'un inventaire sur les formes d'énergie disponibles et dont nous aurons besoin dans le futur. Troisièmement, l'évaluation à long terme des coûts économiques et sociaux des décisions qui seront prises. Et, finalement, la mise sur pied d'un mécanisme de participation officiel et d'un organisme de surveillance.

## À leur tour, les infirmières de Christ-Roi s'en prennent à la direction

Le syndicat des infirmières et infirmiers du centre hospitalier Christ-Roi blâme sévèrement la direction de l'établissement pour ses déboires financiers. « Ce n'est pas compliqué, ils ne savent pas gérer », lance la porte-parole syndicale, Violette Ouellet, réagissant à l'annonce du déficit de 700 000 \$ enregistré par l'hôpital au cours des six premiers mois de l'année.

par **FREDERIC TREMBLAY**  
LE SOLEIL

Sans demander explicitement la démission de certains dirigeants, Mme Ouellet estime que « la direction de l'établissement a besoin d'un souffle nouveau », songeant particulièrement à certains cadres ayant un grand nombre d'années de service derrière eux. Parmi ceux-là, le directeur général, Gaston Boudreault.

Mme Ouellet n'arrive pas à s'expliquer que la direction de l'hôpital n'ait pas prévu plus tôt cette situation. « Durant l'été, ils ont fait régulièrement appel à des infirmières en temps supplémentaire. Nous, on voyait aller ça et on se demandait bien comment ils allaient boucler leur budget », se rappelle-t-elle. Au lieu de ça, suggère Mme Ouellet, on aurait pu recourir à des infirmières occasionnelles.

Depuis vendredi, c'est la deuxième gifle au visage que reçoivent les dirigeants du centre hospitalier. Hier, c'était le conseil des médecins et dentistes de l'établissement qui accusait le conseil d'administration de « mauvaise gestion ».

### Climat morose

Un profond climat de morosité et d'insatisfaction s'est installé parmi les 260 infirmières et infirmiers de l'hôpital Christ-Roi. Les nouvelles compressions budgétaires annoncées par les dirigeants de l'établissement n'ont fait qu'envenimer les choses, explique Violette Ouellet. « Contrairement à ce que prétend la direction, cela va affecter directement la qualité des soins et exiger un surcroît d'ouvrage pour les infirmières », affirme-t-elle.

Sur cinq postes récemment créés pour faire face à des surplus de travail, trois seront abolis dans le cadre de ces mesures, a précisé Mme Ouellet. De telles décisions, indique-t-elle, viennent saper le moral des troupes déjà fortement éprouvées par le dernier conflit de travail et la loi 160. Elle déplore aussi les réductions de budget qui vont toucher le département de physiothérapie, un « service pourtant essentiel », souligne-t-elle.

Les autres mesures dont a fait part la direction de l'hôpital pour éponger son déficit, se traduiront notamment par la fermeture du département de chirurgie durant un mois, à compter du 15 décembre, et durant quatre mois, l'été prochain. Deux lits aux soins intensifs seront aussi fermés durant la période des fêtes et lors de la prochaine saison estivale.

### En Bref

#### Incendie

**CHARLESBOURG** — Un incendie survenu dans un édifice à logements de Charlesbourg, dans la nuit de vendredi à hier, a mis sur le pavé une trentaine de personnes. Les flammes ont pris naissance dans l'entresol du bâtiment, sis au 2271, de l'avenue des Tours. Répondant à une alerte générale, les 25 pompiers de Charlesbourg dépêchés sur les lieux sont parvenus à maîtriser l'incendie en une vingtaine de minutes. L'édifice, qui compte 16 logements, a néanmoins subi des dommages évalués à environ 100 000 \$. On a fait appel à la CTCUQ pour assurer le transport des sinistrés, ainsi qu'à la Croix-Rouge pour offrir hébergement à ceux qui ne savaient où se loger. Tout indique que l'incendie, qui a débuté vers 3 h 30, samedi matin, serait d'origine accidentelle.



Dans certains endroits de la région de Québec, des camions déversent encore la neige usée dans le fleuve cet hiver.

### Protection des cours d'eau

## La défense de polluer par la neige reportée à 1996

À la demande de l'Union des municipalités du Québec, le ministère de l'Environnement a reporté à 1996, plutôt qu'en 1995, son interdiction de polluer les cours d'eau par les neiges usées.

par **THIERNO DIALLO**  
LE SOLEIL

Selon Mme Louise Barrette, agente d'information du ministère, les normes en préparation s'inscrivent dans le cadre de 90 programmes de gestion des neiges usées, établis en collaboration avec les villes et respectant les besoins et la capacité de payer de chacune d'elles.

Ces programmes prévoient une évaluation des lieux actuels de déversement, une analyse d'impact environnemental et, éventuellement, l'aménagement d'autres emplacements.

« Les deux principaux guides sont actuellement en préparation et devraient être prêts pour septembre 1991 », a indiqué Mme Barrette.

Elle a ajouté que même si la

loi n'entre en vigueur qu'en 1996, le texte de l'article serait prêt pour janvier 1991 afin de permettre aux municipalités qui le désirent de s'en inspirer.

Les villes de 25 000 habitants et plus ont jusqu'en 1991 pour fournir au ministère toutes les données pertinentes concernant leur plan de gestion et d'implantation de nouvelles facilités en vue de l'élimination des neiges usées. Celles dont la population se situe entre 10 000 et 25 000 âmes ont jusqu'en 1992 pour le faire, alors que les autres peuvent attendre encore une année de plus.

## Dans la région, la neige usée va encore au fleuve

Plusieurs centaines de milliers de tonnes de neige chargées de matières polluantes continueront de prendre, encore cette année, la direction de dépotoirs situés, en grande partie, à proximité du fleuve Saint-Laurent et autres cours d'eau.

par **THIERNO DIALLO**  
LE SOLEIL

C'est que les municipalités ne sont pas avancées dans leur recherche d'emplacements non polluants. Elles ont jusqu'en 1996 pour cesser de déverser leurs neiges usées dans ou le long des cours d'eau.

### Québec

Dans la région immédiate de la Vieille Capitale, seule la ville de Québec semble avoir pris les

mesures appropriées pour disposer adéquatement de ses 160 000 voyages d'environ 15 tonnes métriques de neiges sales, ramassées annuellement sur ses 6,4 millions de mètres carrés de chaussées et de trottoirs. « Nous espérons même devancer de quelques années l'échéancier du ministère », a indiqué un responsable.

Pour réussir cet exploit, le service des travaux publics de la ville a mis au point un nouveau concept de dépôt : le cra-

ter. Ce procédé permet, après la fonte des neiges, de récupérer les polluants (surtout les résidus provenant des gaz émis par les véhicules) qui se collent aux particules solides tels les grains de sable, d'expliquer un ingénieur de la ville, M. Eric Langlois.

Québec possède déjà deux dépôts de ce type, le cratère de la rue Michèle, dans le quartier Les Saules, et celui de la rue Jonquière, à Sainte-Foy. Un troisième est en construction près de l'incinérateur, dans le quartier Limoilou. Grâce à eux, la ville ne jette plus que 10 % de ses neiges usées dans le fleuve et espère bien cesser tout dé-

versement du genre dans un avenir rapproché.

Sur le double plan esthétique et écologique, le système de cratères a également des avantages certains, en ce sens que les amoncellements de neiges sales ne sont pas visibles des rues avoisinantes et qu'en été les pentes du cratère se transforment en parc de verdure.

### Sillery

Par contre, la ville de Sillery compte, comme par les années passées, déverser encore cet hiver ses 134 000 mètres cubes de neiges usées directement dans le fleuve, à partir du boulevard Champlain.

« Nous allons essayer de réduire cette quantité et en souffler une partie sur les terrains des propriétés, mais cela ne règlera pas notre problème », a déclaré Claude Picard, directeur des travaux publics. « Nous recherchons activement d'autres sites dans les villes limitrophes », a-t-il ajouté sans autres précisions.

### Sainte-Foy

À Sainte-Foy, les 35 000 voyages de camions ramassés annuellement aboutissent en quatre endroits différents et un seul, celui situé au pied du centre de ski, est muni d'un bassin de rétention qui, branché à un égout sanitaire, permet de récupérer le dépôt solide au printemps.

Les trois autres, situés entre Henri-IV et Chanoine-Scott, à la gare de Sainte-Foy et au coin de Jean-Gauvin et de l'Hétière,

sont aussi polluants que tous leurs semblables à travers la province. « Les études sont en cours pour tenter d'améliorer la situation avant l'échéance prévue », a affirmé la mairesse Andrée Boucher.

### Charlesbourg

Même situation, ou presque, à Charlesbourg, où l'on dénombre en moyenne 7000 voyages de camions chargés de neiges usées chaque hiver. Ces cargaisons n'iront cependant pas cette année à la carrière Verreault-Frontenac. Elles seront plutôt déversées sur des terrains de l'Union des carrières et pavages, à l'extrémité ouest du boulevard Jean-Talon, a indiqué M. Serge Côté, le directeur des travaux publics.

On se rappellera que le centre hospitalier Robert-Giffard, craignant une éventuelle pollution de son eau potable à la suite du déversement de ces neiges usées à 300 mètres de son principal puits d'approvisionnement, demandait depuis longtemps à la ville de Charlesbourg de mettre fin au contrat qui la liait à la firme Verreault-Frontenac depuis 1987.

### Beauport

Beauport dispose, elle, de deux emplacements répondant aux normes actuelles. Le premier est situé devant l'usine de Ciment Saint-Laurent, sur un terrain plat et à un demi-kilomètre du fleuve, alors que le second se trouve près de l'aréna Giffard. On y déverse chaque année quelque 422 000 mètres cubes de neiges usées.

« On se prépare cependant comme tout le monde pour trouver de nouveaux terrains et ainsi être en mesure de respecter l'échéance de 1996 », a affirmé le responsable des communications de la ville, M. Yves Marchand.

### Rive-Sud

À Lévis, on compte pas moins de 11 dépotoirs, dont cinq à Saint-David et quatre à Lauzon. Deux d'entre eux donnent directement sur le fleuve. « Nous allons prendre les moyens pour respecter les délais du gouvernement », a indiqué M. Alain Fournier, directeur des travaux publics, en précisant que le Groupe TS inc. de Québec a été justement mandaté pour évaluer la situation.

L'homologue de M. Fournier à Saint-Romuald, M. Denis Gosselin, commence à s'impatienter. « On attend toujours que le ministère se réveille et nous fournisse guides et assistance technique pour nous permettre de savoir ce qu'on doit faire de nos six dépotoirs, dont certains se trouvent en bordure du Saint-Laurent », a-t-il déclaré.

## Laurent Laplante aux militants du PC Haro sur Jean-François Bertrand

Le candidat du Progrès civique (PC) à la mairie en 1989, M. Jean-François Bertrand, a été sévèrement attaqué, hier, quand le journaliste et communicateur Laurent Laplante a dit aux militants du parti, réunis en congrès, qu'ils s'étaient fait « charrier par quelqu'un qui vous disait qu'il avait le pouls de la population alors qu'il ne l'avait pas ! »

par **BENOIT ROUTHIER**  
LE SOLEIL

Quelques membres de l'atelier que dirigeait M. Laplante tentaient alors de connaître les causes de la défaite du 5 novembre 1989. L'un a dit que M. Bertrand avait été imposé, que les membres du parti n'en voulaient pas, eux.

Ce à quoi, en conférence de presse, le chef du parti, M. André Forgues, a répondu que M. Bertrand avait été choisi « unanimement par tous les élus du Progrès civique » et que ce choix avait en quelque sorte été entériné par une salle comble, le 29 mai. Il croit que si la situation était à revivre aujourd'hui, « les décisions seraient les mêmes ».

M. Forgues a fait valoir que le passage de M. Bertrand à la tête du PC a apporté « une bouffée d'air frais, il l'a véritablement démocratisé ». C'est lui qui a donné une constitution au parti, une commission jeunesse et une commission politique. « Il faut continuer dans cette ligne démocratique qu'il nous a tracée. »

À l'atelier, un autre délégué a pris la défense de celui qui est maintenant animateur et commentateur. Avant l'arrivée de M. Bertrand, a-t-il démontré, « on n'avait pas le droit de parler dans le parti, aujourd'hui on peut choisir notre chef ».

M. Jean-François Bertrand avait été invité parce qu'on voulait rendre hommage aux trois chefs qui ont dirigé le parti depuis 1962. Il ne s'est pas présenté au congrès, justifiant son absence par son métier d'ani-

mateur radiophonique, qui ne lui permet pas la participation à une activité politique partisane.

### Comités consultatifs

Dans la veine démocratique, le PC s'attelle immédiatement à la tâche de former des comités consultatifs dans chacun des districts de la ville. Ces organismes seront les oreilles, la voix et les yeux du parti dans les différents quartiers, d'expli-

quer M. Forgues. Ils sensibiliseront les élus et la direction du parti aux besoins des gens dans chaque district, surtout là où le PC n'a pas de conseiller.

Par ailleurs, le parti, qui a quelque 55 000 \$ en caisse, amorce une campagne de souscription et une autre pour le renouvellement de cartes de membres (3 \$ pour 2 ans). Le représentant officiel du PC, M. Gabriel Légaré, espère recueillir 50 000 \$ par an d'ici les prochaines élections : 25 000 \$ par an en prévision de la campagne électorale et un autre 25 000 \$ pour le fonctionnement quotidien du parti.



### Funérailles de l'abbé Gérard Dion

Une foule nombreuse a assisté hier matin, en l'église Saint-Denis de Sainte-Foy, aux obsèques de l'abbé Gérard Dion, décédé mardi à l'hôpital Laval, à l'âge de 78 ans. L'abbé Dion a été le fondateur du département de Relations industrielles de l'université Laval, dont il a été aussi directeur. Connus particulièrement pour son engagement politique et social, l'ex-professeur s'est aussi distingué en publiant le Dictionnaire canadien des relations de travail. De nombreuses personnalités ont assisté à ses funérailles, dont l'actuel recteur de l'université Laval, Michel Gervais, l'ancien recteur Jean-Guy Paquet, le ministre Claude Ryan, la députée fédérale de Louis-Hébert Suzanne Duplessis, l'ancien maire de Québec Jean Felleter. Le cardinal Louis-Albert Vachon présidait la cérémonie religieuse. L'abbé Dion laisse dans le deuil six soeurs et un frère.

**ACADIA SUZUKI**  
— La 4e du service ! —  
4480,  
1ère Avenue  
Charlesbourg  
623-9861

**LA RECRUE DE L'ANNÉE**

Cote de consommation\*  
Route Ville 32 m/g 27m/g  
\* Transmission 5 vitesses

Voici enfin la voiture que tout le monde attendait: le véhicule 4 x 4 aux caractéristiques surprenantes...  
à partir de **15 995\$\*** \*transport et préparation en sus

**SUZUKI**  
Au max!

**PERFORMANTE ÉCONOMIQUE FIABLE**

**SIDEKICK 4 x 4, 4 portes**  
**Venez en faire l'essai!**

**Royal Suzuki**  
— Une force 侍 —  
6345,  
Boul. Hamel  
L'Ancienne-Lorette  
872-0005

## Le ski au Relais

# Une ouverture des plus hâtives

Deux pistes du centre de ski Le Relais, à Lac-Beauport, sont ouvertes depuis vendredi. C'est à coup sûr l'ouverture la plus hâtive qu'ait connu le centre depuis des années.

par MICHÈLE LAFERRIÈRE  
LE SOLEIL

Les deux pistes ouvertes sont la pente-école et la piste numéro 5. Deux remonte-pentes sont aussi en activité : un « poma » et un « T-bar ».

Les autres centres de la région prévoient pouvoir accueillir les skieurs dès la fin de semaine prochaine. À Mont-Sainte-Anne, à Stoneham et à Mont-Saint-Castin-les-Neiges, les canons à neige sont à l'oeuvre. Bien sûr, on se croise les doigts, en espérant qu'il neigera cette semaine et que de belles nuits froides contribueront à hâter ce début de saison.

### Le ski de randonnée

Pour le ski de randonnée, il faudra attendre un peu plus longtemps. Aucun centre n'est encore ouvert. Tous les responsables attendent davantage de neige et de froid avant de se prononcer sur une éventuelle date d'ouverture.

Au camp Mercier, le ski de randonnée devrait commencer début décembre. À Mont-Sainte-Anne, une piste a été damée, mais n'est pas jugée recommandable. À l'Éperon, à Lac-Beauport, certains skieurs se sont essayés dans les pistes, mais il y a des nappes d'eau partout ; il faudra vraiment que ça refroidisse, a dit le propriétaire.

Au Refuge de Saint-Adolphe, quelques pistes devraient être ou-

vertes en fin de semaine prochaine, si le temps le permet. « Dans deux semaines, pour sûr, les amateurs de ski de fond pourront commencer leur saison chez nous », a soutenu un responsable.



## La caisse populaire de Sillery remet ses prix

La caisse populaire de Sillery a remis vendredi ses prix annuels. Dans le passé, il n'y avait qu'un lauréat ; mais cette année, à l'occasion de son 10e anniversaire, l'institution a décidé d'établir trois catégories. Les bénévoles de la Maison Michel-Sarrasin ainsi que Louis et Claudette Dionne (à gauche), fondateurs de l'oeuvre, ont remporté le prix Humanisme. Le prix Carrière a été décerné au poète Pierre Morency et le prix Relève accordé à Nathalie Picard (à droite) qui a effectué un stage de physiothérapie de près de trois mois aux îles Salomon. Chaque lauréat a reçu une plaque honorifique et une bourse de 500 \$.



Le centenaire Pierre Bouchard est le grand-père de Caroline Desbiens, celle que Brian Mulroney a amenée chanter à Ottawa lors de la prestation de serment du gouverneur général Ray Hnatyshyn.

## Un personnage des films de Perreault célèbre ses 100 ans

BAIE-SAINT-PAUL — M. Pierre Bouchard, de l'île aux Coudres, a fêté cette semaine son 100e anniversaire de naissance. Et s'il faut l'en croire, il demeurera encore longtemps au centre d'accueil Pierre-Dupré de Baie-Saint-Paul, où il réside depuis cinq ans.

par DENIS GAUTHIER  
collaboration spéciale

« J'ai encore le désir de vivre. Je ne me sens pas encore fatigué », confiait-il mercredi, à la suite d'une petite cérémonie à laquelle quelques parents et pensionnaires assistaient.

Le centre a 10 ans d'existence et il héberge quatre centenaires, dont trois de l'île aux Coudres. M. Bouchard est né le 7 novembre 1890. Il s'est marié en 1912. Le couple a eu 11 enfants.

Le centenaire était débardeur au port de Montréal de son métier. L'hiver, il revenait à son île. Il était l'un de ceux qui traversaient le fleuve en canot puisqu'il n'y avait pas à l'époque de traversier. À l'occasion, il effectuait le périlleux voyage sur les glaces deux fois par jour.

Il a vécu le tremblement de terre de 1925 tout comme l'arrivée de l'électricité dans l'île en 1954. L'année suivante, il recevait son premier chèque de pension du gouvernement. Il était de 20 \$ par mois.

M. Bouchard a hébergé le ci-

néaste Pierre Perreault et son équipe lorsqu'ils sont venus à l'île pour tourner leurs documentaires aujourd'hui célèbres. M. Perreault ne l'a jamais oublié, puisqu'il s'est présenté à la fête de famille le 21 octobre.

C'est une fracture à une hanche qui a mené M. Bouchard au centre d'accueil. Il avait 95 ans. Les préposés de l'établissement le disent très facile à vivre. Il serait d'ailleurs la coqueluche de ces dames. On rend hommage à sa mémoire et à ses talents de chanteur qu'il exerce toujours. Il est le grand-père de Caroline Desbiens, celle que Brian Mulroney a amenée chanter à Ottawa lors de la prestation de serment du gouverneur général Ray Hnatyshyn.

« Je n'ai pas le secret de la longévité parce que si je le connaissais, il y aurait beaucoup de centenaires. J'aime les gens », affirme M. Bouchard. Il a reçu cette semaine les vœux du député de Charlevoix, M. Brian Mulroney, de la part de son représentant dans la région. M. Bouchard s'est dit honoré puisqu'il est « bleu » depuis son adolescence.

## POUR UNE RETRAITE CONFORTABLE...



## UN NOUVEAU FERR PLUS PROFITABLE.

### Le FERR à rente personnalisée Desjardins.<sup>mc</sup>

#### IL EST PLUS SIMPLE.

Administré dans un seul compte; facile à comprendre et à gérer.

#### PLUS SOUPLE.

Vous choisissez les versements et le terme; possibilité d'un retrait supplémentaire annuel.

#### ET SÉCURITAIRE.

Rendement élevé sur la totalité des fonds; capital et intérêts assurés par la Régie de l'assurance-dépôts du Québec.

N'hésitez pas à rencontrer votre conseiller à la caisse afin de discuter du nouveau FERR à rente personnalisée Desjardins. Ensemble, vous transformerez votre REER en revenus de retraite sur mesure.

<sup>mc</sup> Marque de commerce de la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec.



La caisse populaire  
Desjardins



Desjardins L'incroyable force de la coopération.

## En Bref

### ■ Poursuite

CHICOUTIMI — Un homme a été arrêté dans la nuit de vendredi à hier, à Jonquière, après une poursuite de plus d'une heure. L'individu aurait commis plusieurs vols dans des commerces de Chicoutimi avant d'être pris en chasse par la sûreté municipale de l'endroit. C'est finalement derrière les installations de la Société Alcan, à Jonquière, qu'on est parvenu à stopper le fuyard. Il avait abandonné sa voiture pour s'enfoncer dans les coulées situées à cet endroit. Les policiers de Jonquière sont venus en aide à leurs collègues de Chicoutimi dans leurs recherches. Le prévenu aurait dérobé quatre fusils de calibre .12 ainsi qu'une importante quantité de cigarettes.

### ■ Incendie criminel

QUÉBEC — Steve Duquette, 23 ans, de la rue Saint-Ambroise, à Québec, a comparu, hier, au palais de justice de Québec où il a été accusé d'incendie criminel. Il subira son enquête sous cautionnement demain. En attendant, il demeurera incarcéré à la prison de Québec. Duquette avait tenté, vendredi, de mettre le feu à une auto de patrouille stationnée derrière la centrale de police du parc Victoria.



## RÉSULTATS

Tirage du 90-11-10



Vous pouvez miser jusqu'à 20 h le samedi

GAGNANTS	LOTS	
6/6	0	877 501,00 \$
5/6+	1	35 270,00 \$
5/6	35	671,80 \$
4/6	1 926	54,90 \$
3/6	31 182	5,00 \$

2 6 18 34 36 38

No complémentaire: 24

MISE-TÔT 9 18 33 36

PROCHAIN GROS LOT (APPROXIMATIF): 1 050 000,00 \$

GAGNANTS LOT 158 316,40 \$

VENTES TOTALES: 1 245 420,00 \$

Tirage du 90-11-10



Vous pouvez jouer jusqu'à 20 h les soirs de tirage

NUMÉROS	LOTS	
4 8 8 6 3 6	100 000 \$	
8 8 6 3 6	1 000 \$	
8 6 3 6	250 \$	
6 3 6	50 \$	
3 6	10 \$	
6	2 \$	

T V A, le réseau des tirages de Loto-Québec

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

## SAQ : rejet probable des offres

MONTREAL (PC) — Le Syndicat des travailleurs de la Société des alcools du Québec, affilié à la Fédération des travailleurs du Québec, recommandera le rejet des dernières offres patronales lors de deux assemblées générales qui doivent avoir lieu, aujourd'hui, à Montréal et Québec.

Les 640 syndiqués, en grève depuis maintenant un mois, se prononceront sur l'ensemble des offres salariales déposées par la SAQ, hier, et qui contiennent une augmentation moyenne de 5,13 % pour la première année et de 4 % pour les deuxième et troisième années du prochain contrat de travail.

En outre, selon les offres déposées, hier, par la région d'État, devant le conciliateur, des clauses d'indexation sont prévues selon l'évolution du coût de la vie.

Dans sa dernière proposition, le syndicat visait une hausse de salaire totalisant environ 26 % pour trois ans.



Les crises d'Oka et du Golfe ont lourdement grevées le budget de l'armée.

## La crise d'Oka a coûté 22 millions \$ à l'armée

OTTAWA (PC) — La participation des Forces armées canadiennes au règlement de la crise amérindienne, l'été dernier, et la mission des militaires canadiens dans la région du Golfe obligent les autorités à réviser entièrement leur budget, a déclaré, hier, un porte-parole du ministère de la Défense nationale.

Le capitaine Brett Boudreau, du service des affaires publiques, a confirmé les informations rendues publiques, hier, par le Globe and Mail, de Toronto, voulant que la crise amérindienne à Oka et Kahnawake, au sud-ouest de Montréal, a coûté la somme de 22 millions \$ aux Forces canadiennes.

Le porte-parole militaire a expliqué que les divers services des Forces militaires examinent « toutes leurs activités » dans un effort pour comprimer les budgets « sans nuire à l'efficacité opérationnelle des Forces canadiennes ».

Le budget du ministère de la

Défense nationale pour 1989-1990 se chiffre à 11,3 milliards \$.

Quant à la présence des militaires canadiens dans le Golfe, le capitaine Boudreau a dit que les coûts en sont « extrêmement difficiles, voire impossibles » à déterminer pour l'instant, à cause de l'arrivée constante de rapports financiers et de factures.

Dès les premières semaines de l'invasion du Koweït par l'Irak, le Canada avait dépêché dans le golfe Persique deux destroyers et un ravitailleur ; de son côté, un escadron de chasseurs-bombardiers CF-18 est en poste au Qatar avec pour tâche notamment de protéger la flotte canadienne.

## Fibreglas ferme ses portes le 2 janvier à Victoriaville

VICTORIAVILLE (PC) — L'usine Fibreglas Canada inc., de Victoriaville, fermera définitivement ses portes le 2 janvier, mettant ainsi ses 17 employés à pied.

Le surintendant de l'usine, M. Sylvain Gauthier, a confirmé la nouvelle en précisant que les employés ont été avisés récemment de la fermeture.

Il a ajouté que l'entreprise — qui se spécialise dans la confection de membranes de toitures — a été offerte aux employés.

« Les dirigeants de Fibreglas Canada ont décidé de fermer cette usine pour se concentrer davantage sur les produits de base tels que les matériaux d'isolation, le textile, les matériaux de résine », a-t-il expliqué.

L'usine est installée à Victoriaville depuis six ans. En 1989, l'entreprise avait investi plus de 300 000 \$ pour la rénovation des installations de production. Mais cet investissement n'a pas apporté les résultats escomptés, a indiqué M. Gauthier.

### La TPS québécoise

Le gouvernement a déposé, jeudi, à l'Assemblée nationale, son projet de loi créant une TPS québécoise. C'est une brique de près de 300 pages contenant 379 articles que le ministre du Revenu, Raymond Savoie, remet ainsi entre les mains des députés. Une « harmonisation » avec la fiscalité fédérale qui dépasse la seule TPS puisqu'elle touche également des modifications à l'impôt provincial des particuliers et des corporations.

### AVIS DE CORRECTION

En raison d'un approvisionnement limité, les articles suivants, annoncés dans la circulaire "SOLDE Cadeaux en tête", pourraient ne pas être offerts dans tous nos magasins.

N° DE CATALOGUE	ARTICLE
672-055	Camion téléguidé "Rolling Thunder"
672-063	Chargeur de piles Véhicule Hi-Rise
672-071	Car Crusier
672-147	Véhicule Black Thunder Sound Machine
732-065	Ensemble de microscopie
821-934	Cheval de Barbie Western Fun

Restaurant McDonald de Fisher-Price, article N° 692-244

Nous savons que notre prix était excellent pour un jouet d'une telle qualité. Mais nous n'avons pas prévu une si forte demande pour cet article. Depuis notre première annonce, nous avons travaillé de concert avec la compagnie Fisher-Price afin d'exécuter toutes nos commandes différées. Par contre, il ne sera pas possible de satisfaire la demande occasionnée par la circulaire "Cadeaux en tête". Par conséquent, on ne donnera aucun bon de garantie-réclamation et on n'effectuera aucune nouvelle commande différée pour cet article.

Nous nous excusons des inconvenients que cette situation peut vous causer.



Aut. de la Capitale, sortie P.-Bertrand Nord, 840, Boulevard, 2, rue St-Jean, angle Salaberry  
627-0840  
524-8431



## Pierre CHAMPAGNE

### La télé payante

En tombant, ma mère s'est fracturée un poignet et un os du bassin. On a donc dû l'hospitaliser au CHUL. Cinq jours d'hospitalisation qui m'ont permis de découvrir des lacunes. Deux lacunes. Pas des lacunes dans les soins médicaux. Au contraire, il convient de féliciter tout le personnel sous la direction des Drs **Benoît Dumais, Jean-Yves Lang, Louis Latulippe, François Deslisle et Réjean Grenier.**

Mais il y a certainement quelqu'un qui exagère lorsque l'on ose vous demander cinq dollars par jour pour la location d'un téléviseur qui est déjà bien accroché au plafond de la chambre et que l'on n'a qu'à brancher sur le câble. Cinq dollars par jour. Un peu plus même : 36,25 \$ par semaine.

Vidéotron demande 22 \$ par mois pour son câble. Dans les hôpitaux, c'est le service de base que l'on offre, et non le service de luxe avec les films, le sport, les nouvelles CNN et le canal de musique western. Donc, moins d'un dollar par jour. Alors, il faut payer plus de quatre dollars par jour pour l'appareil qui est déjà accroché au mur et que l'on n'a pas la peine de transporter. C'est du vol. Stéréo Plus loue des téléviseurs couleur de 20 pouces à 20 \$ par semaine. Alors, c'est quoi la passe ?

Mais il y a autre chose qui m'a fait enrager. Pour aller faire un petit tour à l'hôpital, il faut déboursier deux dollars pour le stationnement. Un dollar pour les 30 premières minutes et un dollar pour l'heure qui suit. Si vous y demeurez plus de 31 minutes donc, c'est deux dollars. Ouf! Et ce n'est pas remboursable, bien sûr.

Savez-vous que c'est plus cher que dans les hôtels les plus onéreux de Québec ? Et savez-vous que souvent, dans les hôtels les plus onéreux de Québec, on ne vous fait pas payer les deux premières heures si vous êtes un client de la salle à manger, par exemple ?

Alors je suggère que, lorsque vous accompagnez quelqu'un à l'urgence, vous puissiez faire oblitérer votre billet de stationnement au comptoir de sorte que votre première heure ne vous coûte rien. Après tout, une heure, c'est vite passé dans l'urgence d'un hôpital québécois.

### Potins

● Parlant du CHUL, j'ai su que sept employées en gériatrie se sont séparé équitablement les 171 000 \$ qu'elles ont gagnés récemment au loto. Ce sont : **Sonia Giguère, Luce Laflamme, Marielle Leclerc, Yolande Perron, Johanne Dubé, Danielle Brouillette et Christiane Genois.** Elles avaient acheté leur billet au comptoir de la Fondation du CHUL.

● Et parlant de la Fondation du CHUL, il faut que vous sachiez que **Céline Laflamme**, de cette fondation, est la seule femme du Québec à se promener avec une carte personnelle de l'ex-président **Richard Nixon**, sur laquelle il a écrit « To Céline... with love ». Elle l'a rencontré au Château Frontenac, il y a quelques jours ; elle lui a demandé un autographe ; il a sorti une carte personnelle... et voilà. Céline est aux oiseaux depuis ce temps-là.

● Ce dimanche matin, jour de l'Armistice, **Jeanne Darmont** chante Brel dans la salle Joseph-Lavergne de la bibliothèque Gabrielle-Roy. L'artiste, également enseignante dans une école primaire de Ville Vanier, possède une voix magnifique et, qui plus est, le concert est gratuit. Mme Darmont est la mère de **Chantal Srivastava**, qui coanime l'émission du matin, à la radio de Radio-Canada.

● Le Manoir de Tilly, dont la réputation de la table n'est plus à faire, vient d'inaugurer un nouveau pavillon de 32 chambres dans lequel on retrouve aussi une clinique-santé. Décidément, le « taponnage » est à la mode. Plusieurs spécialistes en massage, homéopathie, relaxation et taponnage y offrent leurs services professionnels. Parmi eux, mentionnons **Nicole Bergeron, Benoît Hamel, Michèle Youinou, Jacqueline Blain, France Lemieux, Majella Quinn et Lise Allaire.** Vous aurez plus de renseignements en téléphonant au 886-2407.

● Sur la photographie publiée ci-contre, nous reconnaissons (presque...) la gagnante de l'automobile Colt qui était offerte lors du dernier « Marche Dons » des facteurs, qui s'est tenu le 7 octobre. Il s'agit de **Francine Ouellet** qui est en compagnie de **Pierre Letarte** (à droite), président de la section Québec-Est de la fondation canadienne Rêves d'enfants, et de **Paul Daigle** de la Maison Plymouth-Chrysler de Charlesbourg.



Cette activité a permis aux facteurs de la région de Québec de remettre la somme de 5400 \$ à la fondation Rêves d'enfants.

● Le lieutenant-gouverneur du Québec, **Martial Asselin**, remettait récemment à **Gilbert Normand**, de Montmagny, une décoration de la Croix-Rouge de Québec pour souligner la bonne performance de cette région depuis 1943, lorsque vient le temps d'organiser des collectes de sang.

● À la même occasion, le lieutenant-gouverneur décorait également **Pierre Fafard** pour son travail de plus de 30 ans comme bénévole à la Croix-Rouge.

Vous pouvez joindre l'auteur de cette chronique de 9 h à 12 h, du lundi au jeudi, au numéro 647-3394.

**MONTAGE CINÉ VIDÉO**  
QUALITÉ SUPÉRIEURE GARANTIE TRANSFERT DE FILMS

- 8 mm, Super 8 mm, 16 mm
- Photos et diapositives en Beta, VHS, 1/2 U-Matic
- Transcodage secam-pal à VHS NTSC

Montage vidéo sonore  
Service de caméraman  
Réparation de cassettes vidéo  
ESTIMATION GRATUITE

2360, chemin Sainte-Foy, Sainte-Foy  
**CENTRE INNOVATION 652-0232**

# DENON

No payez qu'un printemps



Pour adoucir la saison froide dans la haute fidélité, chaîne stéréophonique comprenant: amplificateur DENON DRA 335 télécommandé, lecteur laser DENON DCD 520 à quadruple échantillonnage, compatible aux disques 3" et 5", télécommandé, et enceintes acoustiques DELTA 30.2  
**899\$**

Wharfedale

Cassétophone DENON DRM 400, touches sensorielles, dolby B et C, sélecteur de ruban, la haute fidélité dans la reproduction.

**299\$**

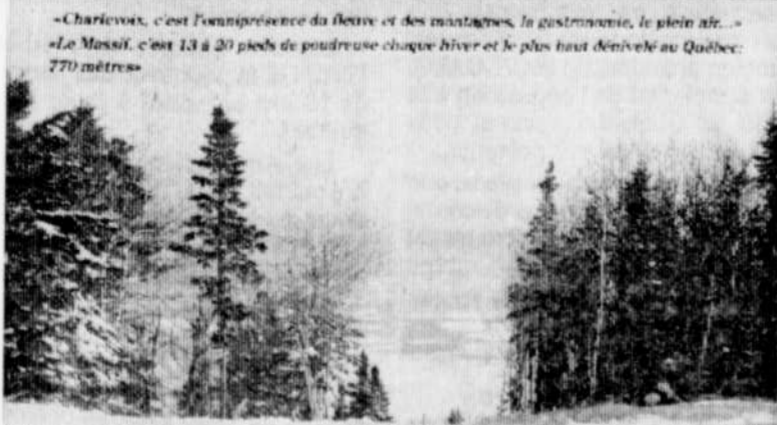


\* sous réserve de l'approbation du service du crédit, vous pourrez ne payer que le 21 mars 1991 sans intérêt ou premier versement le 21 avril 1991. Achat minimum de 300 \$ et léger acompte exigé.

## HAMEAU DU MASSIF CHARLEVOIX

32 300 pieds carrés FACE AU FLEUVE  
2 000 \$ par année pendant 5 ans  
Sans intérêt

Investissez au Hameau tout près du centre de ski Le Massif, à 20 minutes du Mont Ste-Anne. Développement de 320 immenses terrains traversés d'une rivière. Très grand potentiel de plus-value.



«Charlevoix, c'est l'omniprésence du bleu et des montagnes, la gastronomie, le plein air...»  
«Le Massif, c'est 13 à 20 pieds de goudrons chaque hiver et le plus haut dénivelé au Québec: 770 mètres»

**Évitez la TPS**  
Avant janvier '91

**AUCUN INTÉRÊT**

PHASE I  
**VENDEUSE 100%**

Pour plus d'informations  
Apposez ici votre carte d'affaires et envoyez-nous une photocopie de cette annonce par télécopieur au 418-683-9712

ou encore communiquez avec le responsable du projet: M. Eric Foster, tél. 418-683-3579  
Le Hameau du Massif est une réalisation de Charles B. Pettigrew et Ass. 1091, chemin St-Louis, Suite 206, Stehy, G1S 1E2

## ÉDITORIAL

## LE SOLEIL

Président du conseil d'administration:  
PIERRE DES MARAIS IIEditeur adjoint et rédacteur en chef  
et directeur de l'édition:  
J.-JACQUES SAMSONVice-président et trésorier:  
CHARLES-A. POULINPrésident et Éditeur:  
ROBERT NORMANDDirecteur de l'information:  
DENIS ANGERSLa moindre  
de toutes les  
calamités ?

Entre deux maux il faut choisir le moindre, dit la sagesse populaire. Et l'humanité n'a plus vraiment le choix en matière d'énergie nucléaire: le dragon est là et il lui faut apprendre à vivre avec.

Au coeur d'un débat qui ne se fait pas vraiment, sur les choix énergétiques, le nucléaire reste quasi un étranger pour les hydroquébécois qui oublient son omniprésence dans leur vie quotidienne.

Pour la plupart, il appartient à la panoplie des jouets guerriers. Sans doute à cause de ce que le journaliste Alain Bourgognon appelle, dans les dossiers présentés à Radio-Canada dernièrement, le « péché originel » du nucléaire: la destruction d'Hiroshima et Nagasaki.

Pourtant, le nucléaire, c'est aussi les rayons-X, si utiles pour voir l'invisible en médecine et dans l'industrie, ou bien le cobalt dont on bombarde les cellules cancéreuses, et encore, l'électricité produite par 19 centrales au Canada, dont une au Québec. Peu de secteurs d'activité échappent à la liste de ses utilisations.

Source d'énergie propre et non polluante, si on le compare avec le pétrole ou le charbon, le nucléaire, même civil, devient un danger mortel à la moindre négligence. Ses déchets ne prennent relativement que peu de place mais constituent une menace pour l'humanité.

Que fait-on du combustible épuisé que l'on retire des générateurs? Des pays ont opté pour le retraitement des éléments qui peuvent être réutilisés et pour l'enfouissement du reste, dans des cuves vitrifiées.

Le Canada jongle depuis 25 ans avec le problème. Des recherches se poursuivent depuis le début des années 1950 sur la manière de disposer des résidus radioactifs, mais depuis le rapport Hare, en 1977, le tableau s'est précisé.

Aux mesures temporaires comme les piscines bétonnées près des réacteurs, il faut des solutions à plus long terme. Les sphères de verre à aluminosilicate qui constituent une sorte de cimetière, à Chalk River, permettent des observations mais ne sont qu'une étape.

Hare recommandait l'enfouissement dans la roche granitique du Bouclier canadien, renommé pour sa stabilité séculaire. En 1978, l'énergie atomique du Canada limitée (ÉACL) s'engageait dans des évaluations et recherches qui se poursuivent toujours, au Laboratoire souterrain de recherches, au nord du Manitoba.

Mais il faut aussi penser au transport vers les cimetières et lieux d'entreposage permanent. A cette fin, l'Ontario a mis au point des « châteaux » qualifiés d'indestructibles.

Le gouvernement fédéral a amorcé enquêtes et consultations qui devront justifier la décision finale sur l'enfouissement dans ce qu'on appelle en jargon administratif, « les couches géologiques profondes de magma intrusif » du Bouclier canadien.

Il n'y a pas gros à parier sur ce que sera la décision, même si la commission d'évaluation environnementale mandatée pour examiner le concept, poursuit sa consultation — elle sera à Québec les 14 et 15 novembre — dans les provinces qui utilisent déjà l'énergie nucléaire.

La population consommatrice des pays développés continue sa course folle et refuse de voir que son gaspillage menace la qualité de la vie terrestre.

Les stocks d'armements accumulés donnent un frisson qui devrait transformer tous les humains en pacifistes. Les politiciens cultivent des enjeux qui ont souvent mené la terre au bord du précipice. Aujourd'hui, c'est l'extermination que risque l'homme qui a ouvert la boîte de Pandore.

Avec les « nucléaristes » on peut tenter de se consoler en croyant que les déchets nucléaires, on sait où ils sont et que des précautions sont prises, contrairement aux rejets toxiques, éparpillés dans la nature. En espérant que la science saura dompter le monstre libéré.

MARTINE R.-CORRIVAULT



Notes de Lecture

## Trudeau, l'histoire d'une utopie

par  
Raymond  
GIROUX

Pierre Trudeau ne laisse personne indifférent. Ceux qui écrivent sur le compte de l'ancien premier ministre soulèvent à coup sûr vagues et tempêtes, comme le montrent les réactions allant du vif débat sur le rôle de la vie privée dans l'action politique. La tradition américaine et anglo-canadienne considère comme publique la vie privée des politiciens, alors que les Québécois laissent les commérages aux médias à potins.

Un fort battage médiatique alimenté par la publication d'extraits par la presse anglophone, surtout, provoque un vif débat sur le rôle de la vie privée dans l'action politique. La tradition américaine et anglo-canadienne considère comme publique la vie privée des politiciens, alors que les Québécois laissent les commérages aux médias à potins.

Les auteurs ont plongé corps et âme dans une psycho-histoire de Trudeau axée sur le décès prématuré de son père, l'adolescence prolongée d'un enfant gâté par la vie, et les afres de son mariage avec Margaret Sinclair. La littérature politique et journalistique québécoise n'a pas l'habitude

de ce type de recherche fondée sur une science psychanalytique pour le moins imprécise et subjective.

Que ne pourrait-on dire sur l'importance de l'absence du père dans les familles Trudeau, Ryan et Lévesque, et de son impact sur le débat référendaire? Et surtout, quelle évaluation ne pourrait jamais être contredite par un autre expert, comme on le voit si souvent devant les tribunaux?

Clarkson et McCall, comme les autres Canadiens, succombent à la fascination de Trudeau le mal-aimé. Chaque brin d'opinion exprimé dans cet ouvrage suscite la controverse, comme ils s'en rendent compte après deux semaines de tournée de presse.

Quel Québécois le moins durement au fait de la politique pourra lire sans sourciller que Trudeau « était parvenu à établir une symbiose avec sa société parce qu'il avait passé sa vie à tenter d'en comprendre l'histoire et d'influer sur son avenir »?

Or, selon le dictionnaire Robert, symbiose signifie « association durable et réciproquement profitable ». L'actualité permet de s'interroger sur le caractère durable et profitable de son passage à la tête du gouvernement canadien. De son « vivant » politique, d'ailleurs, Trudeau avait collectionné les inimitiés au-

tant parmi les intellectuels que les gens d'affaires.

Le livre porte pourtant un jugement sévère sur Trudeau. Son conflit conjugal paralysa toute son action entre 1974 et 1979. « Tout s'effondra », affirment les auteurs laissant le premier ministre isolé à la tête du gouvernement.

De même, ils annoncent pour le deuxième tome, prévu pour l'automne 1991, une analyse fort critique de sa politique économique. Promoteur d'une « société juste », il abandonnera une par une ses politiques et préparera ainsi le terrain au néo-conservatisme.

Mais étrangement, les auteurs admirent le Trudeau du rapatriement unilatéral de la constitution et de l'isolement subséquent du Québec. Le premier ministre était venu à la politique uniquement pour combattre le néo-nationalisme à la sauce Duplessis et démocratiser la société canadienne. « Le fédéralisme deviendrait son principe directeur, l'antinationnalisme sa nouvelle croix », écrit Clarkon et McCall.

Le lecteur peut se demander si Trudeau seul, ou les deux auteurs également, classait les adversaires de sa politique comme « une bande de premiers ministres à l'esprit de clocher qui manifestaient un attachement rétrograde à

l'autonomie provinciale et à la souveraineté parlementaire ». Ce grand homme avait fort mal analysé la réalité québécoise ou l'esprit rebelle des provinces de l'Ouest frustrées par le mépris outaouais.

Pierre Trudeau s'est révélé le meilleur et le plus fort, dans le combat post-référendaire. Était-ce une victoire à la Pyrrhus? Chaque jour qui passe rend la question — posée avec gêne en toute fin du volume — plus plausible.

On aime à penser que les grands personnages font l'histoire. Trudeau, hanté par le Québec sombre de sa jeunesse toute coupée de son environnement, a développé une lubie apte à faire couler le Canada qu'il voulait sauver.

Tout occupé qu'il était à gommer son parler québécois en faveur d'un « français impeccable », comme l'écrivent les auteurs, admiratifs de ce haut fait, il n'a pas vu que la société évacuait rapidement son duplessisme et son conservatisme. Un combat admirable dans le contexte des années 1950. Celui qui voulait modifier le cours de l'histoire aura réussi, mais pas comme il l'entendait!

★ Clarkson, Stephen et Christina McCall. *Trudeau. L'homme, l'utopie, l'histoire*. Montréal, Boréal, 480 pages.

## Votre Opinion

## « Cité libre »

On parle beaucoup de ce temps-ci de la renaissance de « Cité libre ».

Il y a souvent dans notre histoire de ces sortes de nostalgies surannées! Car cette revue a bien vécu et la ressusciter serait ressusciter des idées dépassées qui n'ont plus cours dans le Québec d'aujourd'hui.

Il y a belle lurette que la pensée de M. Trudeau et consorts n'a plus aucune résonance. Ce que ces messieurs de l'intelligentsia prônaient comme contrat social a, à l'heure actuelle, des relents de déjà vu.

Les rédacteurs de la défunte revue évoquaient ad nauseam la « grande noirceur » pour qualifier le gouvernement Duplessis.

Or, les dernières années du gouvernement Trudeau, toutes proportions gardées, avec ses luttes fratricides et dégradantes contre René Lévesque et le Québec, peuvent certainement être qualifiées de « grande noirceur » de l'époque avec un gouvernement libéral sclérosé qui aurait bien mieux convenu à un village arriéré qu'à un pays.

On peut donc affirmer qu'ils

avaient préparé l'échec Meech ces très lucides penseurs, anciens de CITE LIBRE (...)

Faire renaître CITE LIBRE est une aventure vouée à l'échec parce que le contexte social a bien changé et qu'il y a liberté de parole et d'opinion dans le Québec contemporain. Les colonnes des journaux sont désormais ouvertes à l'indignation de leurs lecteurs. J'en veux pour preuve la publication de cette lettre...

Jean Ferguson, enseignant Val-d'Or

**Pas content du tout**  
Votre quotidien faisait état, dans l'édition du 30 octobre, d'une allocution prononcée par M. Charles A. Poissant et le lendemain vous en présentiez les grandes lignes dans la section « Les idées du jour ».

Je trouve désolant qu'un quotidien comme le vôtre accorde autant d'importance aux élocutions et aux fantasmes de M. Poissant.

À notre avis, le bref compte rendu du mardi 30 octobre 1990 était suffisant. Il était inutile d'ajouter l'injure à l'insulte en reprenant les grandes lignes de son allocution.

Qui plus est, nous sommes

d'autant plus indignés que nous constatons que vous accordez peu d'importance à certains groupes préoccupés par la qualité de vie des citoyens(nes) et par la qualité de notre environnement.

Je fais référence à la discrimination dont LE SOLEIL a fait preuve lors de la deuxième tournée des audiences publiques organisées par la CTCUQ.

Le 24 octobre dernier, les Ami-e-s de la Terre de Québec, Transport 2000, S.O.S. circulation et Promo-vélo présentèrent leurs mémoires et des propositions afin d'améliorer le transport en commun et ainsi votre journaliste ne mentionnait que les propositions de M. Forgues, ancien président de la C.T.C.U.Q. et actuel chef de l'opposition à la ville de Québec, comme si nous n'avions jamais été présents...

À la lumière de la place que vous réservez à certains discours, je laisse le soin aux lecteurs du SOLEIL de poser le jugement qui s'impose...

Jean Denis Marois  
coordonnateur des Ami-e-s de la Terre de Québec

## Les vraies victimes

Je lisais dans un article du SO-

LEIL que le ministre Claude Ryan allait rembourser les victimes de la crise Amérindienne; mais, qui sont les vraies victimes?

Tous les Québécois qui devront en payer la note!... Tous nos enfants marqués par ce racisme intellectuel créé de toute pièce par les médias!... Les gens d'Oka ou de Châteauguay qui ont effleuré la guerre civile et qui ont vu la détérioration de leur petit coin de pays!...

La Sûreté du Québec qui, malgré un travail professionnel, a perdu de la crédibilité à cause des événements malheureux et de certains journalistes qui les ont commentés!...

L'armée, chargée de rétablir l'ordre et la paix avec des jeunes de 18 ans entraînés à jouer à la guerre!...

Les Amérindiens en général qui ont fait parler d'eux à la grandeur du globe grâce à la tolérance des hommes politiques et à leur perspicacité!...

Les Mohawks qui auront à vivre dans une communauté québécoise!... Les politiciens qui ont joué à l'autruche tout au long de la crise!... Toutes autres personnes qui, comme moi, ont vécu sur

le stress pendant 70 jours?...

Les Amérindiens ont revendiqué un bout de terrain de golf; par la suite, une partie de la province de Québec et maintenant une partie de l'Amérique du Nord.

Où s'arrêteront-ils?  
Jocelyn Boily Neufchâtel

## L'impôt sans pitié

Je connais plusieurs chefs de familles qui ne gagnent pas plus de 20 000 \$ par année et avant même que le centre de traitement de Jonquière ait terminé d'analyser leur rapport d'impôt ces valets de l'État fédéral vont couper sur leur sécurité de bien-être social.

C'est de la piraterie de la pire espèce que l'on ne peut même pas qualifier. C'est marqué au coin de l'inhumain.

Parce qu'un gouvernement est dans le marasme financier depuis plusieurs années à cause d'une gérance à la petite semaine, on se rabat sur les gagnepetits, sur ceux et celles qui ont tout juste de quoi boucler un budget.

Leurs représentants ont un raisonnement tordu, tâtilon et ils ne voient que leur point de vue.

Un malin pourrait dire à juste titre: « ils sont des bornés et des plafonnés ». Ce que nos universitaires leur ont montré en grande partie.

L'État fédéral, c'est un gouffre sans fond. Il pressure le petit et le moyen salarié sans se soucier de la balance.

Quand on sait qu'en ce moment le petit et le moyen salarié sont imposés à 18 % plus les taxes de ventes qu'il doivent payer sur une brosse à dents, une boîte de cure-dents, etc.

Nos politiciens fédéraux parlent de démocratie. Pour eux, cela ne signifie qu'une seule chose, faire payer le plus d'impôts aux citoyens et aux citoyennes.

Qu'il leur en reste assez pour se nourrir, se vêtir, se chauffer, s'abriter, ça c'est leur dernière préoccupation.

Ces hommes jouent aux grands seigneurs; multiplient les déclarations: des déluges de mots dans des déserts d'idées. Ce sont des moulins à paroles, style Benoit Bouchard (...)

Tous les progressistes ne sont pas tous des naïfs!

Camille Fleury  
Beauport

## GROS PLAN SUR LE MONDE

## Élections législatives

## Rien n'a changé aux États-Unis, mais les électeurs ont rejeté le statu quo

Élections étonnantes que celles de mardi aux États-Unis. Une nouvelle classe de gouverneurs s'est imposée et la majorité démocrate s'est accrue au Congrès. Il y a là des signaux dont le président Bush et ses rivaux éventuels aux présidentielles de 1992 devront tenir compte.

par ROBIN TOWER  
NEW YORK TIMES

Le message est particulièrement clair dans les États du sud où les républicains capitalisaient sur l'héritage de l'ancien président Reagan. George Bush y a au contraire vu son prestige et ses candidats mordre la poussière.

Les démocrates ont conquis un siège au Sénat et huit à la Chambre des représentants. Ils sont en mesure de resserrer l'état sur George Bush. Mais ils ne peuvent crier victoire trop rapidement, compte tenu des piètres performances des étoiles montantes de leur parti, soit Mario M. Cuomo, gouverneur de l'Etat de New York et le sénateur Bill Bradley, du New Jersey.

Les stratégies politiques des deux partis estiment que l'élection législative de cette année passera dans les livres d'histoire comme une élection difficile et imprévisible à l'occasion de laquelle les électeurs ont décidé de se débarrasser de certains politiciens, de faire peur ou de déstabiliser les autres. Le « shake-up » eut sans doute été plus ample si des candidats plus étoffés eussent été en lice.

« Si les politiciens réélus s'imaginent que le peuple a voté pour le statu quo, ils se trompent », affirme M. Geoffrey Barin, un expert démocrate en sondages. Les démocrates ont mis le paquet dans les États du sud, s'emparant des postes de gouverneur au Texas et en Floride. Mais les républicains ont conservé la Californie, leur bastion, et arraché deux grands États du Middle West aux démocrates, l'Ohio et le Michigan, ainsi que la forteresse du Massachusetts en Nouvelle-Angleterre.

## Un électoralat volatil

Les élections aux postes de gouverneur reflètent largement la volatilité de l'électorat angoissé par la menace de guerre au Moyen-Orient et la récession au pays même, désabusé de la politique et des politiciens, et tourné par une pléiade de problèmes internes sans parler du ressac à l'égard du président Bush qui a mis de côté sa promesse de ne pas hausser les impôts.

Quatorze sièges de gouverneurs ont changé de titulaires et d'appartenance politique. Deux indépendants ont été élus. Lowell P. Weicker fils, au Connecticut, et, en Alaska, Walter J. Hickel, un ancien secrétaire à l'Intérieur.

Cet enlèvement des électeurs a particulièrement affecté deux poids lourds démocrates : Cuomo a été réélu avec à peine 53 % des voix contre une opposition particulièrement faible, et Bradley a survécu de justesse contre une illustre inconnue : Christine Dodd Whitman. Le représentant Newt Gingrich, second personnage du

Parti républicain à la Chambre, a lui aussi été réélu de justesse dans sa circonscription d'Atlanta.

M. Howard Schloss, un porte-parole du Comité de campagne démocrate affirme que les marges de réélection sont beaucoup plus basses que d'habitude.

Selon l'organisme « Cause commune », il y a eu deux fois plus de candidats élus ou réélus avec 60 % ou moins des votes, qu'en 1988.

Malgré tout, 96 % des représentants déjà en place ont été réélus. Le chiffre était de 98 % lors des deux précédentes élections législatives.

Tout cela augure cependant mal pour 1992 quand seront redessinées les cartes électorales et que de nombreux parlementaires prendront la retraite. Cela ouvrira la porte à de plus amples changements à la Chambre.

## Un système faussé

Fred Wertheimer, directeur de « Common Cause » affirme que le scrutin de 1990 démontre à quel point les avantages d'une charge ou d'un poste, particulièrement le système de financement des campagnes, peuvent contrecarrer la volonté de changement du corps électoral.

« Le système interdit aux électeurs de vraiment se débarrasser des élus en place », dit-il. « La rage s'est cependant exprimée dans la réduction des marges », dit-il.

Les démocrates se sont empressés de présenter le vote comme un désaveu de George Bush. Ronald H. Brown, du Comité national démocrate, est catégorique : « c'est d'abord et avant tout un vote de non-confiance à l'égard de George Bush », dit-il.

L'idée se répand dans son propre parti que George Bush a déstabilisé ses propres candidats par la manière dont il a mené les récentes négociations sur le budget. Et c'est sans doute plus dommageable. Les démocrates ont habituellement utilisé ces négociations pour démontrer que les républicains se portaient d'abord à la défense des riches.

Bush a passé une journée tranquille à la Maison-Blanche, mardi dernier. Son porte-parole, Marlin Fitzwater, a tenté d'atténuer son influence sur la campagne électorale.

« Vous gagnez ici, vous perdez là », dit-il. « Nous avons lutté dur au Texas et on a perdu. Nous avons lutté dur en Californie et on a gagné. »

En privé, certains républicains se disent même « étonnés » des « bonnes performances » de leur parti.

« On s'attendait à pire », reconnaît un stratège du Parti républicain. « On a constaté ces derniers mois un désarroi qui pouvait diffi-



L'état se resserre sur George Bush.

quêtent que les pertes du parti républicain soient trop faibles pour capter l'attention de la Maison-Blanche.

Dans divers « briefings », les dirigeants républicains font ressortir le bon côté des choses. Le représentant du Michigan Guy Vander Jagt, président du Comité national républicain, soutient que les pertes de son parti sont plus basses que celles généralement subies par un parti au pouvoir lors d'une élection de mi-mandat. « Pourtant nous sommes au bord de la récession », dit-il.

## Bush est mal parti

Edward Rollins, ce dirigeant du comité électoral républicain qui s'est ouvertement dressé contre la Maison-Blanche lors des récentes élections, a déclaré que les républicains ont gagné plus bas », note-t-il. En fait, certains même s'in-

négocier sur le budget, estime qu'« il est urgent que le président Bush fasse la paix avec les élus républicains ».

Rollins affirme que Bush est mal parti pour la campagne électorale de 1992. Il se fait le porte-parole des militants républicains inquiets.

« Les républicains, dit-il, doivent se préoccuper de ce que veulent les électeurs jadis attirés par Ronald Reagan, à qui d'ailleurs l'ancien président doit ses victoires, et qui, traditionnellement, votent pour les démocrates : les cols bleus. »

« Dix ou douze ans de victoires faciles vous engourdissent facilement », dit-il. « On prend vite pour acquis l'appui de certains groupes. Et c'est mauvais. »

États américains. Pete Wilson, le républicain, a en effet fait mordre la poussière à la démocrate et ancienne mairesse de San Francisco, Dianne Feinstein.

Ils ont aussi gagné au Michigan, où John Engler a chassé du pouvoir le démocrate James Blanchard, et en Ohio où George Voinovich a battu J. Celebrezze fils.

Il faut cependant rappeler que les élections aux postes de gouverneur, même s'ils dressent les uns contre les autres des partis nationaux, sont quand même dominées par des problèmes et des enjeux locaux.

L'élection de cette année eut normalement dû être dominée par la question de l'avortement. Mais cela s'est fait de manière plus indirecte qu'en 1988. Les deux partis peuvent crier victoire.

Les partisans de l'avortement soulignent que les sièges de gouverneurs en Floride, en Californie et au Texas ont été gagnés par des hommes favorables à l'interruption légale de la grossesse. Les adversaires de cette mesure peuvent par contre revendiquer la victoire au Kansas et en Ohio, ainsi qu'à l'élection sénatoriale en Caroline du Nord.



Gil  
COURTEMANCHE  
Edméda

## La «dictature du prolétariat» passe, mais celle des caisses électorales demeure en place

J'ai toujours été fasciné par la durée des mythes, même à notre époque de « village global » dans lequel il est de plus en plus difficile de dissimuler. Malgré toutes les informations disponibles, malgré les évidences, comme si nous en avions besoin pour survivre, les mythes perdurent. Castro a encore une image de marque, les sandinistes n'ont rien fait pour perdre le pouvoir, le Vietcong était en réalité une bande d'idéalistes... et les États-Unis constituent le phare de la démocratie.

Aux Occidentaux qui croyaient à ce dernier mythe, se sont ajoutés récemment les Européens de l'Est qui vont bientôt faire une indigestion d'américanisme. Quant à nous qui couchons dans le même lit géographique, économique et culturel, nous croyons encore à ce que George Bush décrit sans rire comme la plus grande démocratie du monde.

S'il faut en juger par le nombre de postes à pourvoir, par l'argent qu'on y consacre, par le nombre de personnes qui en font leur gagne-pain et par la pléthore de référendums sur lesquels les Américains doivent se prononcer, la démocratie américaine est certainement en quantité, la plus impressionnante au monde. Mais comme le disait un commentateur américain modéré, mais triste et désabusé, « Nous sommes les plus grands exportateurs de démocratie, mais les plus petits consommateurs ».

Arrêtons-nous aux élections à mi-terme qui se sont déroulées cette semaine aux États-Unis. On devait pourvoir à des centaines de milliers de postes locaux, de commissaire d'école, de responsable de la fourrière municipale, une trentaine de postes de gouverneurs, un tiers du Sénat et l'ensemble des membres de la Chambre des représentants.

Le contexte dans lequel se déroulaient ces élections était particulièrement tendu. La crise du Golfe et l'accroissement de la présence militaire américaine n'étaient pas sans causer quelque inquiétude. La tragi-comédie qui a entouré l'adoption du dernier budget américain, les atermoiements du président Bush, ses virvoltes politiques sur la question des impôts, l'apparente incapacité du Congrès à fonctionner avec un minimum d'efficacité, la récession de plus en plus concrète, tout cela avait contribué à créer chez les Américains un sentiment de ras-le-bol peu commun.

Les sondages indiquaient que le mécontentement à l'égard de Washington n'avait jamais été aussi profond, les commentateurs, prisonniers du mythe eux aussi, prévoyaient une élection de grands bouleversements. La grogne généralisée, disait-on, devait se transformer automatiquement en un sérieux vote de protestation contre l'établissement et les candidats sortants.

Dans tout autre pays que les États-Unis, un tel climat aurait semé la panique dans les rangs politiques et entraîné des changements radicaux dans la répartition des sièges. Mais pas au « royaume » de la démocratie.

Les électeurs étaient survoltés, en colère, disait-on, mais un tiers seulement des personnes admissibles ont pris la peine d'aller voter. L'établissement était menacé, répétait-on ; un sénateur sur trente-cinq a été défait et quinze membres de la Chambre des représentants ont connu le même sort. 15 sur 435, un taux de renouvellement de 3,4 %.

Il ne faut pas chercher très longtemps pour découvrir les raisons de cette contradiction absolue entre les sentiments de la population et le résultat électoral. Le résultat des élections nationales aux États-Unis n'a plus aucun rapport avec les sentiments de l'électeur, avec la personnalité des candidats ou les idées des partis, ce que normalement les élections traduisent.

## Une question de fric

Dans ce cirque électoral dominé par le message télévisé de trente secondes, seul l'argent compte. Jesse Helms l'ultra-conservateur de la Caroline du Nord a dépensé 15 millions \$ pour assurer sa réélection. Au Canada, lors des dernières élections fédérales, conservateurs, libéraux et néo-démocrates ont dépensé ensemble 22 millions \$.

Les sénateurs ou les membres de la Chambre des représentants qui cherchaient à être réélus ont dépensé cinq fois plus que leurs adversaires. En fait, il est à peu près impossible de renverser un politicien déjà élu. C'est un emploi à vie. Et la retraite à 75 ans n'est même pas obligatoire comme au Sénat canadien.

Rien ne permet de penser que cela va changer bientôt et que les Américains vont se mettre à pratiquer ce qu'ils ne cessent de prêcher. Les élus à Washington passent autant de temps à ramasser de l'argent pour leur campagne électorale, qu'à débattre des projets de loi. Dans ce paradis incontesté du favoritisme, un favoritisme qui aurait fait pâlir de honte Maurice Duplessis, les élus sont une matière première que se disputent les milliers de lobbyistes qui hantent les couloirs du Capitole.

Ces lobbyistes représentent tous les intérêts imaginables, de la protection de l'aigle d'Amérique, jusqu'au fabricant de navettes spatiales défectueuses. Chaque groupe a son compte de banques réservées aux hommes politiques et le solde est proportionnel à la puissance des intérêts. Si le politicien est fidèle à la politique préconisée par ses groupes, son avenir financier est assuré et sa réélection quasi certaine.

Bien sûr, tout cela est plus civilisé que les purges ou le favoritisme dans les anciennes dictatures communistes. Bien sûr, les Américains ont le droit de jeter dehors leurs sénateurs, contrairement aux Soviétiques qui ne pouvaient pas renvoyer un membre du Politburo. Mais au chapitre des résultats, la différence n'est pas grande. Ce sont deux formes de « dictature » qui s'autoperpétuent, l'une grâce à la dictature du prolétariat, l'autre grâce à la dictature des caisses électorales. Quand vient le temps de prendre en compte les véritables intérêts de la population, le résultat est identique. C'est le dernier de leurs soucis.

## Même les perdants peuvent crier victoire

George Bush affronte un parti démocrate regaillard par ses succès électoraux, et, chose plus importante, convaincu de la vulnérabilité du président.

« Le ballon se dégonfle », affirme Harrison Hickmon, un spécialiste en sondages du parti démocrate. Il y a toutes sortes de tendances contradictoires dans cette élection. Le contraste est saisissant entre le « massacre » accompli contre les gouverneurs et la clémence des électeurs à l'égard des parlementaires.

« C'est pour une part une question de différences entre les gouvernants et les législateurs », explique Thomas E. Mann, directeur des études gouvernementales au Brookings Institute, un groupe de recherches de Washington.

« Les gouvernants doivent prendre des décisions dont ils doivent rendre compte, alors que les législateurs, surtout quand le gouvernement est divisé, peuvent beaucoup plus facilement faire oublier leurs responsabilités. »

Cela reflète aussi la stratégie à long terme des deux partis : aucun des deux ne prévoyait l'actuelle rage des électeurs. Et aucun n'a

procédé à de spectaculaires recrutements de candidats qui auraient pu profiter de cette rage.

La participation électorale n'a presque jamais été aussi faible depuis cinquante ans. Seuls les chiffres de 1986 sont plus bas que cette année alors que 36,4 % des électeurs seulement se sont alors présentés aux urnes.

Les démocrates n'ont fait qu'un gain au Sénat, passant de 55 à 56 sièges, sur 100, avec la défaite du sénateur Rudy Boschwitz, du Minnesota. Ils ont également ajouté huit sièges aux 258 sur 454 qu'ils détenaient jusqu'à mardi à la Chambre.

Boschwitz a perdu contre Paul Wellstone, un politologue pratiquement sans argent dont la campagne électorale est typique de celle menée par tous ces « outsiders » qui ont pris le Capitole d'assaut.

Mais la plupart des sénateurs ont battu leurs rivaux par des marges appréciables.

Les succès démocrates de mardi signifient que les républicains auront d'amples difficultés à reprendre le contrôle du Sénat en 1992. Ils espéraient amoindrir les marges démocrates comme prélude à l'assaut de 1992. Les démocrates auront alors 20 sénateurs qui solliciteront leur réélection alors que les républicains n'en aligneront que 14.

## Bataille acharnée

La bataille des gouverneurs fut autrement plus acharnée. La lutte la plus dramatique s'est livrée au Texas où la démocrate Ann Richards a vaincu le millionnaire du pétrole Clayton Williams dont le style agressif s'est finalement tourné contre lui.

L'élection vit aussi certains retours inattendus dont celui de Lawton Chiles, un démocrate qui s'était retiré du Sénat, il y a deux ans, frappé par le « burn-out » et qui, cette année, lorgnait le siège du gouverneur de Floride, le républicain Bob Martinez.

Les républicains ont néanmoins gagné le gros lot en arrachant la victoire en Californie, le plus peuplé et le plus riche des

# 25<sup>e</sup>

## ANNIVERSAIRE BARON ROUGE

### ÇA FÊTE SOUS LE TOIT ROUGE!

Du 12 au 25 novembre

**Un grand restaurant  
une grande fête!**

**Mousseux** à votre arrivée  
pour célébrer le  
25<sup>e</sup> anniversaire  
du Baron Rouge.

**Merci à notre  
fidèle clientèle!**

C'est un plaisir de vous proposer  
une table d'hôte pour  
**2 personnes à 25\$.**



### DEPUIS 25 ANS

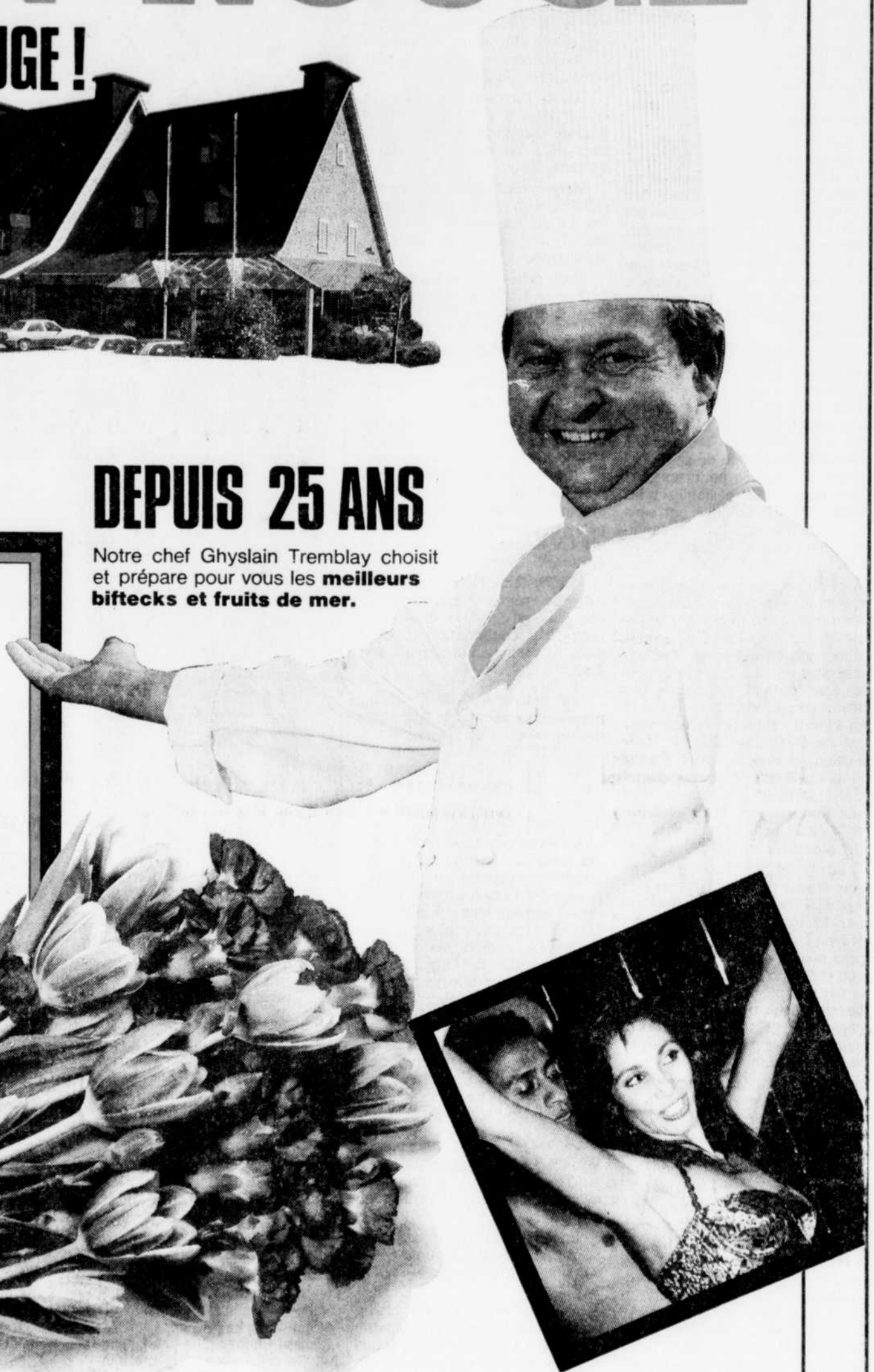
Notre chef Ghyslain Tremblay choisit  
et prépare pour vous les **meilleurs  
biftecks et fruits de mer.**

### 25<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE

\*  
POTAGE du JOUR  
CÔTE de BOEUF au JUS ou  
CÔTELETTES de PORC GRILLÉES ou  
STEAK de SAUMON GRILLÉ ou MEUNIÈRE  
DESSERT au CHARIOT et BREUVAGE

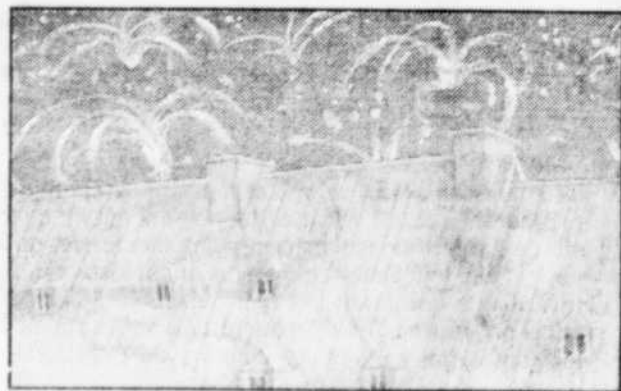
## 25\$

\*POUR DEUX PERSONNES  
TAXES ET SERVICE EN SUS.



**C'est la fête brésilienne au Bar Après-Cinq**

Du mardi au samedi, la compagnie de danse Brasileira vous invite à découvrir  
**le Soca, la Samba Gafieira et la Lambada Brasileira.**



**25 ans de bons crus**

Et ça continue!  
Du Rouge et du Blanc sélectionnés  
spécialement pour le 25<sup>e</sup> anniversaire  
jusqu'au 25 novembre.

## BARON ROUGE

350, boul. Sainte-Anne, Beauport  
(418) 667-1355

